

Système partisan et évolution des clivages politiques à Chypre du Nord (1974-2014)

Party System and Evolution of the Political Cleavages in Northern Cyprus (1974-2014)

Κομματικό σύστημα και εξέλιξη των πολιτικών διαιρέσεων στην Βόρεια Κύπρο (1974-2014)

Mathieu Petithomme



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ceb/8862>

DOI : 10.4000/ceb.8862

ISSN : 2261-4184

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

ISBN : 978-2-85831-229-0

ISSN : 0290-7402

Référence électronique

Mathieu Petithomme, « Système partisan et évolution des clivages politiques à Chypre du Nord (1974-2014) », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 43 | 2015, mis en ligne le 25 juillet 2017, consulté le 06 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ceb/8862> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ceb.8862>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2021.



Cahiers balkaniques est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Système partisan et évolution des clivages politiques à Chypre du Nord (1974-2014)

Party System and Evolution of the Political Cleavages in Northern Cyprus (1974-2014)

Κομματικό σύστημα και εξέλιξη των πολιτικών διαίρέσεων στην Βόρεια Κύπρο (1974-2014)

Mathieu Petithomme

- ¹ Le 16 août 1960, l'indépendance de la République de Chypre fut proclamée sous l'œil intrusif des trois « puissances garantes » de sa souveraineté, la Grande-Bretagne, la Turquie et la Grèce, depuis les accords de Londres et de Zurich de 1959-1960. Un système politique consociationaliste prévoyant des mécanismes de répartition des pouvoirs fut mis en place (Lijphart, 1977). Un président chypriote grec, M^{gr} Makarios III (par ailleurs ethnarque orthodoxe) et un vice-président chypriote turc, Fazıl Küçük, doté de pouvoirs de veto sur les décisions du cabinet et de la chambre des représentants, furent élus par leur communauté respective. La répartition des postes de l'administration devait respecter un quota de 70 %-30 % malgré un rapport démographique de 77,4 %-22,6 % en faveur des Chypriotes grecs (CM, 4/1996)¹. Mais la jeune République ne fonctionna que durant trois ans. La révision constitutionnelle (« les 13 amendements de Makarios ») visant à unifier les institutions et à instaurer le fait majoritaire, fut perçue par les Chypriotes turcs comme une remise en cause unilatérale de la Constitution. Suite aux conflits du « Noël Sanglant » de décembre 1963, les ministres et les parlementaires chypriotes turcs se retirèrent ou furent expulsés des institutions, ce qui engendra la radicalisation des mouvements nationalistes paramilitaires de l'*Ethniki Organosis Kyprion Agoniston* (EOKA) et de la *Türk Mukavemet Teşkilatı* (TMT), fondés respectivement en 1955 et en 1958. Le coup d'État de la junte militaire grecque le 15 juillet 1974 visant au rattachement de Chypre à la Grèce (Énosis), déclencha l'intervention militaire turque et la partition de l'île par la « ligne verte »,

zone tampon où se maintiennent les troupes de l'ONU (UNFICYP) présentes depuis 1964.

- 2 La partition, entérinée physiquement en 1974 par le double exode de populations jusqu'alors réparties de manière hétérogène sur le territoire, existait dans les institutions et la société depuis 1963. Dans la mémoire collective des Chypriotes turcs, 1963 symbolise le tournant politique entraînant leur marginalisation institutionnelle et leur expulsion des quartiers turcs de Limassol, de Paphos et de Larnaca, les obligeant à se réfugier dans des enclaves administrées par la TMT, dont seules les plus grandes furent protégées par l'UNFICYP (Copeaux, Mauss-Copeaux, 2005, 15). De nouvelles élections eurent lieu au sein de chaque communauté en 1970, même si aucun député chypriote turc ne siégea à la chambre des représentants, les élites se réorganisant autour de leur assemblée communautaire. L'élection présidentielle de 1973 prit la forme de deux plébiscites séparés en faveur du président Makarios et du vice-président Rauf Denktaş sans aucun candidat concurrent. Dans la mémoire collective des Chypriotes grecs, c'est l'« invasion de l'armée turque » du 20 juillet 1974 qui symbolise le tournant, alors qu'elle fut perçue comme une « opération de maintien de la paix à Chypre » (*Kıbrıs Bari Harekâtı*) par les Chypriotes turcs, pour les protéger des attaques de l'EOKA-B². Ces représentations distinctes de l'histoire et de la mémoire expliquent que les Chypriotes turcs n'acceptent comme compromis qu'un retour au système bicommunautaire et à l'égalité politique de 1960 (Papadakis, 1998, 149-165). Les Chypriotes grecs, qui administrent la « République de Chypre » depuis 1963 avec l'assentiment de la communauté internationale, et qui représentent l'ensemble de l'île à l'ONU et dans l'UE depuis 2004 même s'ils ne contrôlent que 66 % du territoire, se sentent depuis un demi-siècle comme les possesseurs réels de la souveraineté. Malgré l'absence des représentants chypriotes turcs, les Chypriotes grecs ont ainsi modifié plusieurs fois la Constitution de 1960³.
- 3 Le cynisme des élites nationalistes tournées vers leurs électors respectifs et leurs intérêts politiques à court terme au détriment de l'intérêt général des deux communautés explique l'échec de négociations en trompe-l'œil depuis 1968. Le Nord est administré depuis 1967 par l'« Administration chypriote turque provisionnelle », qui devint l'« Administration chypriote turque autonome » en 1974 puis l'« État turc fédéré de Chypre » en 1975. La « République turque de Chypre du Nord » (RTCN) fut enfin autoproclamée en 1983 par Rauf Denktaş, son président élu en 1975 qui la dirigea jusqu'en 2005. Le territoire ne bénéficie toutefois d'aucune reconnaissance internationale, hormis par la Turquie, et subit un embargo économique. De 1974 au 23 avril 2003, lors de l'ouverture de trois points de passage au sein de la ligne verte, les Chypriotes turcs ont donc vécu confinés au nord, en ayant la Turquie comme seule porte de sortie. Cette situation physique d'enfermement a durablement structuré les représentations sociales et le système politique chypriote turc. Le type de lien à entretenir avec la « mère-patrie » a fait l'objet de débats sans précédent au nord dans les années 2000, débouchant sur un nouveau clivage sociopolitique entre les Chypriotes turcs « de souche », globalement plus fédéralistes, et les Chypriotes turcs « issus de l'immigration turque », plus nationalistes.
- 4 Mais le rejet du plan Annan de réunification le 24 avril 2004 par 75,8 % des Chypriotes grecs malgré l'approbation de 64,9 % des Chypriotes turcs, a favorisé depuis lors un sentiment de désillusion à l'égard de l'UE et une perception des Chypriotes grecs comme voulant plus imposer leur vision de la réunification que parvenir à un

compromis, ce qui a renforcé les partisans du statu quo et d'une solution à deux États (Petithomme, 2015a, 144-161). À l'inverse, au sud, plus de cinquante ans après l'indépendance, la majorité de l'opinion publique défend désormais la souveraineté de la République de Chypre indépendamment de la Grèce. « Les Chypriotes sont des Grecs par la culture et la langue et des Chypriotes par la politique et le territoire », me dit un jour Elias Dinas, un ami politiste chypriote grec. Controversée au nord, la réunification s'impose tellement comme une évidence au sud qu'elle en est devenue une idéologie vide de sens. Majoritaires et contrôlant les institutions d'État reconnues internationalement, les Chypriotes grecs considèrent les Chypriotes turcs comme une minorité qui doit être consultée, mais pas comme des partenaires à part entière. Le « consensus formel » qui règne sur le soutien à la réunification masque le fait que les concessions nécessaires sont sans cesse minimisées et que la réunification est perçue comme le recouvrement « naturel » de l'exercice de la souveraineté de la République de Chypre sur l'ensemble du territoire insulaire.

- 5 La littérature en science politique sur Chypre se focalise avant tout sur la République de Chypre, État reconnu et désormais membre de l'UE, et sur les dimensions géopolitiques du « conflit » chypriote. Gilles Bertrand s'est intéressé aux différentes facettes du conflit helléno-turc, en traitant le conflit chypriote comme l'une de ses dimensions, de même qu'à la politique étrangère de la République de Chypre (Bertrand, 2003 ; 2006, 87-95). Pierre Blanc et Jean-François Drevet ont proposé des synthèses intéressantes de l'histoire contemporaine du conflit, en l'appréhendant à partir des politiques étrangères de la Grèce, de la Turquie, de la Grande-Bretagne et des États-Unis (Blanc, 2000 ; Drevet, 2000). Magali Gruel-Dieudé a étudié les ambiguïtés de la politique de l'UE à l'égard de Chypre (Gruel-Dieudé, 2007). L'ouvrage de Nicolas Kazarian propose de même une approche détaillée des histoires sociales et religieuses des Chypriotes grecs et turcs en les replaçant dans leur contexte géopolitique (Kazarian, 2012). Le même constat d'une prédominance des travaux sur la République de Chypre est valable concernant les organisations politiques. Julian Hottinger a ainsi établi un état des lieux du système politique chypriote grec à la fin des années 1990 (Hottinger, 1998, 95-106). Giorgios Charalambous a plus récemment publié une contribution sur le parti progressiste des travailleurs (AKEL), le parti dominant de la gauche, dont l'obédience communiste demeure atypique en Europe (Charalambous, 2011, 156-174). La domination de ces perspectives a eu pour effet que Chypre du Nord ne constitue quasiment jamais un objet d'étude à part entière. Seul l'ouvrage d'Étienne Copeaux et de Claire Mauss-Copeaux propose un point de vue plus anthropologique en s'intéressant aux représentations sociales du conflit de 1964 à 2005 (Copeaux et Mauss-Copeaux, 2005 ; Papadakis, 2005 ; Navaro-Yashin, 2012). On en sait donc en fait très peu sur le fonctionnement réel des institutions et du système politique de la RTCN, de même que sur les organisations partisans qui le composent. Cet article propose ainsi une étude novatrice de la formation du système partisan et de l'évolution des clivages politiques à Chypre du Nord de 1974 à 2014.
- 6 Comment un système partisan se forme-t-il dans un État non reconnu ? Comment s'organisent et se restructurent les clivages politiques dans un tel contexte ? Cet article entend combler ce déficit de connaissances sur les logiques politiques internes de la RTCN. Il se fonde sur des entretiens recueillis lors de trois terrains entre 2012 et 2014 avec des dirigeants des sept principales organisations politiques fédéralistes et nationalistes de Chypre du Nord, de même que sur des observations ethnographiques détaillées des campagnes électorales, ce qui permet d'étudier précisément la

structuration et les mutations des clivages politiques⁴. La thèse de cet article est que la formation d'un système multipartisan et d'une démocratie électorale peut coexister avec le maintien d'un nationalisme prédominant. L'article montre que l'absence de résolution du conflit chypriote et de reconnaissance internationale de la RTCN n'a pas empêché la formation d'un système partisan compétitif et de mécanismes de légitimation du pouvoir, ce qui a ainsi débouché sur une alternance historique en 2003. Mais l'embargo économique et le maintien de la partition pèsent sur le contexte social de la RTCN et expliquent malgré tout le maintien de la prédominance du nationalisme turc.

- 7 Notre propos se structure en quatre temps. La première partie précise les principales caractéristiques du système politique chypriote turc, à savoir l'émergence d'une démocratie formelle malgré la présidentialisation et les contraintes imposées par la militarisation du territoire. Suivant une logique chronologique, la seconde partie revient sur la formation d'un système partisan compétitif et la prédominance du nationalisme turc de 1976 à 2003. La troisième partie précise l'ascension de l'opposition et l'alternance historique des années 2000. La dernière partie analyse enfin la normalisation des alternances politiques depuis 2009, avant de conclure sur la formation et la restructuration des clivages partisans dans l'État non reconnu de Chypre du Nord.

Le système politique chypriote turc

Démocratie formelle, nationalisme et présidentialisation

- 8 14 novembre 1983, Lefkoşa (Nicosie). Rauf Denktaş dépose une gerbe de fleurs devant la statue d'Atatürk (Atatürk Heykeli) et prononce un bref discours en mémoire du « père de la nation ». Les deux anciens Premiers ministres chypriotes turcs, Nejat Konuk (1976-1978) et Osman Nuri Örek (1978) sont présents, de même que le Premier ministre en exercice, Mustafa Çağatay (1978-1985). Le président invite l'ensemble de la classe politique chypriote turque à prendre les avenues Cemal Gürsel puis Osman Paşa pour se rendre à l'« Assemblée de la République » (*KKTC Cumhuriyet Meclis binası*). Ces avenues, bordant la porte de Girne (Kyrenia)⁵ et l'entrée de la vieille ville, ont été renommées des noms d'un militaire et ancien président turc (1960-1966) et d'un éminent général turc de l'Empire ottoman (1837-1900) pour symboliser la « turcité » du territoire. Depuis le débarquement des troupes turques le 20 juillet 1974 et la partition célébrée lors du « Jour de la victoire » (*Zafer Günü*), le 30 août de chaque année, Rauf Denktaş a été nommé le Gazi (« le Victorieux ») par les organes de propagande locaux, comme fut surnommé Osman Paşa en son temps, pour sa bravoure lors de la bataille de Plevne au cours de la guerre russo-turque de 1877-1878 (Mantran, 1989, 254). La « victoire » de Denktaş est d'avoir permis la partition. En ce jour, il a convié les députés chypriotes turcs pour acter la dissolution de l'« État fédéré turc de Chypre » proclamé le 13 février 1975 devant cette même Assemblée. Après l'instauration de l'« Administration chypriote turque provisionnelle » le 28 décembre 1967 puis de l'« Administration chypriote turque autonome » le 1^{er} octobre 1974, les dirigeants chypriotes turcs s'appêtent à franchir le pas de l'indépendance sous l'influence de leur dirigeant charismatique qui les convie à se réunir à nouveau le lendemain pour ce « jour historique ». Mais le plus succulent fut sa mise en garde au milieu de son

discours : les députés qui oseraient voter contre l'indépendance seront poursuivis comme « traîtres à la patrie » et exclus de la nouvelle République. Dans un silence stalinien, personne ne broncha. L'heure était à la communion et non à la division. Puis les députés se levèrent et applaudirent unanimement à la fin du discours. Le 15 novembre 1983, après un vote à l'unanimité, la « République turque de Chypre du Nord » (*Kuzey Kıbrıs Türk Cumhuriyeti*, KKTC) fut unilatéralement déclarée indépendante.

- 9 L'ethnographie de ce moment historique fondateur du système politique chypriote turc illustre la création d'une entité alliant démocratie formelle et prédominance d'un nationalisme autoritaire. Après 1983, la RTCN fut présentée comme une République à part entière, et non comme un simple État fédéré d'une Chypre unifiée. Des structures juridico-formelles démocratiques furent adoptées, mais comme les guerriers ottomans chargés de garder les frontières de l'Empire, le Gazi prôna un culte de la personnalité et un nationalisme exclusif et totalisant. Un plébiscite présidentiel légitima d'abord le pouvoir de Denktaş en 1975. Les anciens ministres et députés de la chambre des représentants et de la chambre communautaire chypriote turque élus en 1960 mirent en place un système parlementaire où le Premier ministre nomme et dirige le cabinet, même si le président, élu au suffrage universel pour cinq ans, aux pouvoirs limités sur la scène interne, joue un rôle majeur dans les négociations intercommunautaires en tant que représentant de la communauté chypriote turque (Van Der Bijl, 2014, 178). Les 50 députés de l'Assemblée furent élus au suffrage universel pour cinq ans en 1976. La loi fondamentale n° 5 de 1976 distingua les « citoyens turcs » de plus de 18 ans dotés du droit de vote, des « non-turcs » (les Chypriotes grecs, les Maronites, les Turcs et les autres résidents) dépourvus de la citoyenneté. Cette citoyenneté ethnique exclusive demeure problématique, car même la démocratie israélienne, celle d'un territoire proclamé « État juif », n'exclut pas les Arabes israéliens du droit de vote et de la citoyenneté (Louër, 2007). De nombreux « migrants » turcs l'ont facilement obtenue lors de procédures floues, affaiblissant la légitimité d'élections fondées sur des recensements contestés par la République de Chypre. En 1990, un système électoral de listes ouvertes fut mis en place, permettant aux électeurs de disposer d'autant de votes qu'il y a de sièges à pouvoir dans la circonscription, ce qui renforce la personnalisation et la localisation du scrutin en favorisant les candidats qui se fondent sur une notoriété locale⁶. Mais le système électoral a été modifié à de nombreuses reprises par les nationalistes afin de servir leurs intérêts (Warner, 1993, 197-199). Depuis 1998, un mode de scrutin proportionnel avec un seuil de 5 % par circonscription est en vigueur. Les scissions ont été souvent utilisées afin d'affaiblir les opposants ou d'empêcher une influence excessive de certains acteurs ou forces politiques. L'instabilité est donc une caractéristique principale du système partisan, avec de nombreuses fusions et scissions : 20 cabinets ont ainsi été formés entre 1976 et 2000 et plus de 25 partis se sont présentés aux élections lors de cette période (Christophorou, 2006, 529).
- 10 Au-delà de l'existence de partis fédéralistes et nationalistes et de l'émergence récurrente de nouvelles organisations, l'interventionnisme du président durant le long règne de Rauf Denktaş (1975-2005) a fait de la RTCN une « démocratie partielle » ou « sous contrôle » dotée de structures institutionnelles démocratiques, mais marquées par certaines pratiques autoritaires (Petithomme, 2011, 83-106). La justice, formellement indépendante et qui a parfois condamné l'« État » chypriote turc suite à des plaintes de particuliers pour des inactions administratives, est toutefois

dépendante du parquet militaire sous contrôle de l'armée turque. Selon la définition minimaliste de Joseph Schumpeter, « la méthode démocratique » est « le système institutionnel aboutissant à des décisions politiques, dans lequel les individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple » (Schumpeter, 1990, 365). Si l'on considère que le rôle du peuple se limite à élire des représentants et à les sanctionner au terme de leur mandat, la RTCN peut être considérée comme une entité démocratique : huit élections présidentielles et dix élections parlementaires se sont tenues depuis 1975 en présence de partis d'opposition, conduisant à une alternance entre 2003 et 2009. Mais Robert Dahl, dans sa définition « maximaliste » considère que la démocratie implique certes une séparation des pouvoirs et des élections libres et régulières, mais aussi l'indépendance de la justice, la liberté d'expression et l'accès de la société civile à des canaux alternatifs d'information, des caractéristiques qui s'appliquent imparfaitement à la RTCN (Dahl, 1989, 110-125). L'assassinat le 6 juillet 1996 par des ultranationalistes de Kutlu Adalı, journaliste de *Yeni Düzen* et partisan de la réunification et de la démilitarisation de l'île, illustre la « ligne rouge » à ne pas franchir. Des politiciens, des civils et des journalistes influents ont ainsi été menacés par les ultranationalistes et quelquefois jugés devant les tribunaux militaires pour des propos sur la Turquie ou l'armée turque (Dodd, 1993, 136). Les élites des partis de l'opposition s'autocensurent et utilisent ainsi un langage moins politisé en public que dans les conversations privées. Lors de mes entretiens avec Özkan Yorgancıoğlu du parti républicain turc (*Cumhuriyetçi Türk Partisi*, CTP) et Mehmet Çaçisi du parti de la démocratie communautaire (*Toplumcu Demokrasi Partisi*, TDP), leurs déclarations critiques contre la Turquie, l'armée et l'immigration turque ne firent aucun doute, mais leurs propos publics sont plus tenus. Pour Sami Dayioğlu (TDP) :

Les responsables de l'opposition évitent de critiquer la Turquie. C'est tabou de critiquer l'armée turque et de parler d'« occupation » pour remettre en cause la présence des soldats. Les attentats passés, les intimidations et l'impunité pèsent lourd dans la balance.

(DAYIOĞLU, 2012)

- 11 Cette disjonction entre la parole publique et privée n'est toutefois pas opérante pour les partis de la gauche alternative, le *Yeni Kıbrıs Partisi* (« parti de la nouvelle Chypre », YKP) et le *Birleşik Kıbrıs Partisi* (« parti de Chypre unifié », BKP), ou pour des militants comme Şener Levent du journal *Afrika Gazetesi*, qui sont les principaux acteurs à subir insultes et menaces. Le nationalisme turc ayant été érigé en idéologie d'État relayé par l'école, la télévision (BRT 1 et 2) et les journaux officiels comme *Kıbrıs* après 1974, les délits de « collaboration avec l'ennemi » ou d'« incitation à la haine contre l'État » et « contre l'armée turque » dissuadent les esprits trop critiques⁷. Les propos d'Alpay Durduran contre l'interventionnisme de la Turquie se soldèrent en 1996 par un incendie criminel contre les locaux du YKP :

Les auteurs de l'attentat n'ont jamais été retrouvés. La police n'a pas vraiment cherché ! Le gouvernement tolère les partisans de la réunification jusqu'à un certain point. Mais critiquer la Turquie et sa politique de colonisation est interdit. C'est comme s'en prendre à Dieu et à la religion d'État !

(DURDURAN, 2012)

- 12 Le nationalisme turc est ainsi devenu une sorte de « religion politique », pour reprendre l'expression de Jesús Casquete au sujet du nationalisme basque radical (Casquete, 2009). Même si la RTCN est un « État illégal » pour le droit international et les États membres de l'ONU, il existe des « hommes de gouvernement » (*hükümet*

adamları) et une administration civile (*devlet memurluğu*) qui symbolise une promesse d'ascension sociale pour des Chypriotes turcs qui exploitent leurs réseaux (*torpil*) pour y entrer. Non reconnu de l'extérieur, le système politique chypriote turc est à la fois « fantomatique », fondé sur un complexe militaro-civil et sur des lois formellement « illégales » en droit international, mais il est aussi bien réel à travers des pratiques administratives performatives qui donnent corps à des clivages politiques et à un système partisan endogène.

- 13 Parallèlement à l'émergence d'un parlementarisme compétitif, le système politique chypriote turc se fonde sur une tendance à la présidentialisation : même si le gouvernement agit comme le pouvoir exécutif réel, le fait que le chef de l'État représente l'unité et l'intégrité de la RTCN de même que les intérêts de la communauté chypriote turque, lui confèrent un rôle symbolique central ainsi qu'une prééminence sur le processus de négociations avec les Chypriotes grecs et la définition de la politique étrangère de la RTCN (Warner, 1993, 193-217). En théorie, suivant la Constitution de la RTCN, le président doit être « indépendant des partis politiques », ce qui explique la démission de Rauf Denктаş de l'UBP en 1990 et la tendance croissante (illustrée par le tableau 1) des candidats à se présenter comme tel, même s'ils défendent en fait des positionnements et des idéologies clairement identifiables (Akşit, 2011, 7). Les pouvoirs exécutifs du président lui permettent aussi de nommer le Premier ministre et de présider le Conseil des ministres sans droit de vote s'il le considère nécessaire. Le président promulgue les lois et nomme les hauts fonctionnaires comme le président et les juges de la Cour suprême, si bien que l'institution judiciaire demeure globalement dominée par les nationalistes.
- 14 Depuis 1975, le RTCN a connu seulement trois présidents élus au suffrage universel pour cinq ans, Rauf Denктаş (1975-2005), Mehmet Ali Talat (2005-2010) et Derviş Eroğlu (2010-), illustrant que la présidence demeure aussi historiquement dominée par les nationalistes⁸. La période de 2005 à 2010 demeure donc assez exceptionnelle si on la replace dans la tendance des quarante dernières années. L'accession de Mehmet Ali Talat à la présidence, élu dès le premier tour par 55,6 % des voix (contre seulement 10 % en 2000), traduisit l'aspiration des Chypriotes turcs au changement, à la recherche d'une solution au conflit et à l'adhésion à l'UE, perçue comme synonyme de prospérité dans le contexte de crise économique du début des années 2000 et d'essoufflement du projet nationaliste⁹. Elle consacra le mouvement qui vit le CTP progresser de 13,4 % des voix lors des législatives de 1998 à 35,2 % en 2003 puis 44,5 % en 2005. Après l'échec du référendum Annan, l'UE ne tint pas ses promesses. La directive sur la ligne verte du 29 avril 2004 sur les mouvements de biens et de personnes des deux côtés de l'île, de même que la directive sur l'aide financière apportée au Nord, qui ne fut adoptée que le 27 mars 2006, eurent des portées très limitées (Akşit, 2011, 4). Les promesses de l'établissement de relations commerciales directes avec l'UE furent enterrées en raison des vetos répétés de la Grèce au Conseil européen. Malgré l'élection de Demetris Christofias de l'AKEL à la présidence de la République de Chypre en 2008, les dirigeants chypriotes grecs maintinrent une posture sans concessions (Christophorou, 2008, 217-235).

Tableau 1. Résultats des élections présidentielles chypriotes turques (2000-2010)

2000*		2005		2010	
-------	--	------	--	------	--

Taux de participation		Taux de participation		Taux de participation	
81 %		69,6 %		76,4 %	
<i>Candidats</i>	% voix	<i>Candidats</i>	% voix	<i>Candidats</i>	% voix
Rauf Denктаş (Ind**)	43,7	Mehmet Ali Talat (CTP)	55,6	Derviş Eroğlu (UBP)	50,4
Derviş Eroğlu (UBP)	30,1	Derviş Eroğlu (UBP)	22,7	Mehmet Ali Talat (Ind)	42,9
Mustafa Akıncı (TKP)	11,7	Mustafa Senol Arabacıoğlu (DP)	13,2	Tahsin Ertuğruloğlu (Ind)	3,8
Mehmet Ali Talat (CTP)	10	Nuri Çevikel (YP)	4,8	Zeki Beşiktepelı (Ind)	1,6
Arif Hasan Tahsin Desem (YBH)	2,6	Zeki Beşiktepelı (Ind)	1,7	Mustafa Kemal Tümkan (Ind)	0,8
Sener Levent (Ind)	0,9	Hüseyin Angolemlı (TKP)	1,1	Arif Salih Kırdag (Ind)	0,4
Turgut Afsaroğlu (Ind)	0,6	Zehra Cengiz (KSP)	0,5	Ayhan Kaymak (Ind)	0,1
Ayhan Kaymak (Ind)	0,4	Arif Salih Kırdag (Ind)	0,3		
		Ayhan Kaymak (Ind)	0,1		

Source : Haut Conseil électoral de la RTCN, <http://www.ysk.mahkemeler.net> [consulté en mai 2014].

KSP : Parti socialiste de Chypre (*Kıbrıs Sosyalist Partisi*) ; YP : Nouveau parti (*Yeni Parti*).

* En 2000, Rauf Denктаş fut déclaré président après le premier tour même s'il n'obtint pas 50 % des voix, puisque Derviş Eroğlu se retira avant le second tour, officiellement de son plein gré, officieusement suite à des pressions de l'entourage du président.

** Ind = candidat indépendant.

- 15 Lors de l'élection présidentielle du 18 avril 2010 (tableau 1), Derviş Eroğlu (UBP), Premier ministre depuis avril 2009, fut ainsi élu dès le premier tour (50,4 %) face à Mehmet Ali Talat (42,9 %), qui fut sanctionné pour son incapacité à tenir ses promesses d'une solution au conflit chypriote, de l'adhésion à l'UE et de la fin de l'isolement de la RTCN¹⁰. Ministre de l'Éducation dans le premier gouvernement de l'UBP en 1976, dirigeant du parti à partir de 1983 puis Premier ministre de 1983 à 1993 et de 1996 à 2003, Derviş Eroğlu, un ancien médecin peu charismatique et retiré de la vie politique depuis 2006, revint aux affaires en novembre 2008 avant d'être élu à nouveau Premier ministre en 2009, puis président en 2010 à 72 ans. Sa longue trajectoire politique (comme celle de Rauf Denктаş) illustre à elle seule la sclérose des partis nationalistes et leur incapacité à se renouveler au-delà de la génération des vétérans de 1974. En s'appuyant sur le soutien de l'ensemble des partis nationalistes (UBP, DP, HIS et MAP), sur la famille Denктаş, les entrepreneurs et les associations d'anciens combattants, Eroğlu se présenta comme le défenseur des « intérêts et de la souveraineté des Chypriotes turcs » à travers le maintien de la RTCN sous la protection de la Turquie, tout en modérant stratégiquement son discours à l'égard de l'UE et en se disant favorable à la poursuite des négociations (HDN, 4/2010). Son slogan « Il y a une différence ! Les gens sont derrière elle » (*Fark Var! Arkasında Halk Var!*) chercha à critiquer la proximité de M. A. Talat avec les dirigeants européens en le présentant comme déconnecté des aspirations du peuple, alors que ce dernier chercha à inciter les électeurs à choisir entre le passé ou le futur (« Soit hier ou le monde », « *Ya Dün Ya*

Dünya»), entre l'isolement associé aux politiques nationalistes et l'intégration au monde par le compromis (CM, 4/2010). Suite à la victoire de l'UBP lors des législatives, Eroğlu fut présenté comme le vainqueur le plus probable par plusieurs sondages dès novembre 2009. Globalement, la présidentielle se joua toutefois plus sur le retournement de la conjoncture économique en 2008 et sur l'incapacité de M. A. Talat à remettre en cause les impasses de l'adhésion à l'UE et du conflit. Les élections présidentielles illustrent enfin une bipolarisation croissante du système politique autour de l'opposition CTP/BG-UBP.

La formation du système partisan et la prédominance du nationalisme (1976-2003)

- 16 Dans la foulée de la proclamation de l'« État fédéré turc de Chypre » le 13 février 1975 et la réélection plébiscitaire de Rauf Denктаş comme président, des élections parlementaires eurent lieu en 1976, dans un contexte post-conflit caractérisé par la mise en place de la partition et la nécessité de gérer la crise sociale liée à l'exil d'environ 200 000 Chypriotes grecs vers le sud et l'afflux de 35 000 réfugiés chypriotes turcs vers le nord. Une commission spéciale (*Iskan encümesi*) créée par l'administration provisoire chypriote turque distribua les titres des propriétés (*kocan*) des Chypriotes grecs aux déplacés en fonction de la valeur de leurs biens perdus au sud (Bertrand, 2003, 87). Considéré comme un crime par le droit international, ce processus bénéficia d'abord aux anciens combattants (*mücahit*) de la TMT, aux familles des « martyrs » et aux militants nationalistes du parti de l'unité nationale (*Ulusal Birlik Partisi*, UBP) (Copeaux et Mauss-Copeaux, 2005, 63). Face à la pénurie de biens liée à la guerre et à l'embargo économique, l'État naissant encouragea le *ganimet* (« pillage »), un ancien mot turc utilisé par les Ottomans pour qualifier la prise des propriétés de l'« ennemi » dans les territoires occupés. En incitant les gens à s'approprier les portes, les fenêtres, les canapés, les lits et l'ensemble des biens matériels des Chypriotes grecs déplacés, même ceux des églises orthodoxes, une nouvelle classe sociale émergea, connue par les Chypriotes turcs comme celle des « *ganimettos* » ou des « riches de 1974 » (Navaro-Yashin, 2012, 155). Ceux qui bénéficièrent le plus de cette économie du pillage constituent encore aujourd'hui la colonne vertébrale de l'administration chypriote turque. Dans ce contexte où la « culture de la terreur » prônée par les membres de la TMT infusa la propagande et le discours public, l'UBP, incarnant l'idéologie d'État visant à la construction d'une entité politique propre au nord de Chypre, remporta la majorité absolue avec 53,7 % des voix et 30 sièges (sur 40) en 1976, contre seulement 20,2 % pour la gauche fédéraliste (TKP et HP) et 12,9 % pour le CTP d'obédience communiste. Pour Richard Dodd, les années 1980 marquèrent ensuite « l'ascendance de la droite conservatrice à Chypre du Nord dans un contexte post-conflit qui favorisa le radicalisme. Le pouvoir nationaliste valorisa et entretint l'opposition plutôt que la coopération avec les Chypriotes grecs » (Dodd, 1993, 136-166).
- 17 Malgré l'affaiblissement de l'UBP en 1981 puis en 1985 et la division du camp nationaliste en 1992, le tableau 2 ci-dessous montre que les partis de la gauche fédéraliste (TKP, BDH et CTP/BG principalement) ont ainsi toujours été minoritaires jusqu'en 2003, alors que la droite nationaliste (UBP et DP) a souvent dépassé les 60 %¹¹. L'opposition radicale de gauche fut représentée de 1976 à 1985 par le CTP créé en 1970, qui émana de l'ancien parti communiste chypriote turc banni des enclaves en 1964 en

raison de l'anticommunisme de Fazıl Küçük et de Rauf Denktaş. Son orientation marxiste lui donna une certaine audience auprès des classes populaires qui représentaient la très grande majorité de la population dans les années 1970. Présenté comme « antipatriote » (*vatan düşmanı*) par la propagande officielle en raison de ses liens avec l'AKEL chypriote grecque et de sa défense d'une Chypre unifiée, il fut en première ligne des intimidations et de la répression. L'élection de Mustafa Akıncı à la tête du parti puis à la mairie de Lefkoşa de 1985 à 1990 (lorsqu'il fut battu par Semih Borah de l'UBP) modéra le discours du CTP, tout en permettant au parti d'entreprendre un aménagement concerté de la ville (notamment un réseau d'égouts commun) avec le maire de Nicosie, Lellos Demetriades (Blanc, 2000, 83). Dans les années 1980, le CTP renforça son influence en se liant de manière organique avec certaines formations syndicales, telles que KTEOS (enseignement), KTAMS (fonction publique), Dev-iş (un syndicat « généraliste ») et surtout, avec la puissance centrale Türk-Sen (employés, salariés et ouvriers). Ceci déboucha sur la formation de la coalition du parti de la lutte démocratique (*Demokratik Mücadele Partisi*, DMP) dominée par le CTP qui comprenait le parti de la libération communautaire (*Toplumcu Kurtuluş Partisi*, TKP) fondé en 1976, et le parti de la renaissance (*Yeniden Doğuş Partisi*, YDP) plus centriste¹². Le DMP chercha à rassembler pour mieux lutter contre l'hégémonie des nationalistes et obtint 44,5 % des voix en 1990. Ce succès relatif du rassemblement des fédéralistes et du CTP, qui était devenu le principal parti de l'opposition depuis 1985, alla toutefois de pair avec le déclin de l'idéologie anticapitaliste et du « chypriotisme », la lutte pour l'union inconditionnelle de l'île, au sein de l'électorat chypriote turc. Expulsé du TKP pour son radicalisme contre la Turquie et son opposition à l'immigration turque, Alpay Durduran chercha à recréer ce courant à travers le YKP, qui resta à la marge de la coalition et obtint seulement 4,8 % en 1990. Ni le YKP en 1993 ni le mouvement d'union patriotique (*Yurtsever Birlik Hareketi*, YBP) en 1998 n'obtinrent toutefois de sièges, illustrant le déclin de la gauche alternative et du discours anti-turc et anti-Turquie.

- 18 Malgré une amélioration à la fin des années 1980, le renouveau de la crise économique et les tensions au sein de l'UBP amenèrent neuf députés pro-Denktaş en conflit avec Derviş Eroğlu à créer le parti démocrate (*Demokrat Parti*, DP) en 1992 sous la direction de Serdar Denktaş. Le DP obtint 29 % des voix lors des législatives de 1993, illustrant une fragmentation du camp nationaliste. Le « nationalisme présidentialisé » de Rauf Denktaş demeurait puissant et instrumental dans la création du DP, en glorifiant les liens de la RTCN, cette « enfant-patrie » (*yavruvatan*), avec la « mère-patrie » (*anavatan*). Les élites de l'UBP puis du DP utilisèrent largement leur contrôle de la bureaucratie d'État (*devlet dairesi*) afin de distribuer des postes à des membres de leur famille ou à des amis en échange d'une loyauté partisane lors des élections. Les Chypriotes turcs utilisent ainsi l'expression « être lié à l'État par le ventre » (*devlete belden bağlanırlar*) pour caractériser ce socle clientéliste du pouvoir nationaliste (Navaro-Yashin, 2006, 281-296). Mais le pouvoir s'appuya aussi sur la propagande, sur l'école et sur la réécriture de l'Histoire dans les manuels scolaires, sur la glorification de la Turquie et de l'armée turque lors des célébrations et des fêtes patriotiques et sur la militarisation de la RTCN, qui renforça le rôle de la police sous contrôle de l'armée et forgea un climat social d'autocensure¹³.
- 19 Présente à Chypre du Nord à travers le mouvement des Loups Gris (*Ülkü Ocakları*), dont le siège à Lefkoşa est situé juste en face de l'Assemblée, l'extrême-droite et ses avatars

ultranationalistes successifs, demeure toutefois électoralement marginale, car ses postulats sont en fait repris et partagés par certains acteurs au sein même de l'UBP. À l'exception des législatives de 1981, lorsque le parti du but national (*Milli Hedef Partisi*, MHP) obtint un siège, et de celles de 1985 qui permirent au parti de la renaissance (*Yeniden Doğuş Partisi*, YDP) d'obtenir quatre sièges, l'extrême-droite est restée une force extraparlamentaire. Le MHP fut fondé par d'anciens militaires turcs naturalisés qui cherchèrent à importer l'ultranationalisme du *Milliyetçi Hareket Partisi* de Turquie, le parti d'action nationaliste d'extrême-droite proche de l'armée (Havuz, 2002, 200-221). Mais suivant Murat Kanatlı, l'influence de ce courant se note surtout à travers « le climat de peur et les intimidations » qui s'abattent sur ceux qui osent critiquer la présence de l'armée turque et la présenter comme une « occupation » (*işgal*) (Kanatlı, 2012). Les « anciens combattants » (*mukavemetçi*) de la TMT qui dirigent désormais les services de sécurité et de renseignement et les jeunes militants des Loups Gris qui n'hésitèrent pas à attaquer violemment et en toute impunité des partisans de la réunification dans la zone tampon dans les années 1990 et 2000, contribuent à faire perdurer ce courant qui s'appuie sur de puissants réseaux économiques (Anastasiou, 1996, 79-96).

- 20 Le repositionnement du CTP au centre-gauche donna corps à une « grande-coalition » CTP-DP dirigée par le Premier ministre Hakki Atun (DP) de 1993 à 1996. Le dirigeant du CTP, Özker Özgür, qui devint vice-Premier ministre, vit dans cette alliance un moyen de faire progresser les thèses fédéralistes, mais il menaça de démissionner dès juillet 1994, critiquant la politique d'intégration avec la Turquie et l'opposition de Denktaş et d'Atun aux mesures de confiance proposées par le secrétaire général de l'ONU Boutros-Ghali¹⁴. À cette alliance se substitua ainsi une coalition nationaliste DP-UBP de 1996 à 1998, qui bénéficia surtout à l'UBP qui réaffirma sa centralité en obtenant 40 % des voix en 1998, en ayant largement agité la peur liée à la révélation de la commande de missiles S-300 par la République de Chypre durant la campagne (Blanc, 2000, 161). L'échec de la collaboration du CTP avec les nationalistes du DP et la crise de leadership engendrèrent une rénovation idéologique menée à partir de 1996 par le nouveau dirigeant Mehmet Ali Talat, le parti troquant symboliquement son drapeau « rouge » et son socialisme historique pour un drapeau « vert » et un discours plus social-démocrate, écologiste et consensuel. L'erreur stratégique du CTP qui s'allia avec les nationalistes du DP conduisit le TKP (15,3 %) à redevenir la première formation de l'opposition devant le CTP (13,4 %) en 1998. Mais depuis 1989 et l'exclusion du TKP d'Alpay Durduran, dont il fut pourtant le fondateur historique, les deux formations se disputaient le même espace du centre-gauche. Même si les élites montantes du TKP partageaient la posture pro-réunification de Durduran, certains dirigeants considéraient que son radicalisme anti-Turquie devenait contreproductif dans un électorat où la représentation des Chypriotes turcs « issus de l'immigration turque » ne cessait de se renforcer, en raison du soutien des nationalistes au pouvoir à la naturalisation des migrants turcs (Petithomme, 2015b). Durduran critiquait la trop grande dépendance de la RTCN vis-à-vis de la Turquie et le dilemme posé par l'immigration turque dans la perspective des négociations avec les Chypriotes grecs. Mais la nouvelle génération de dirigeants du TKP prôna un plus grand pragmatisme et une adaptation du discours politique à la modification de la composition sociologique de l'électorat. Aujourd'hui encore, plus que la question de la réunification, le rapport à la Turquie et le soutien à l'immigration turque constituent les principaux clivages entre la frange pragmatique et radicale de la gauche fédéraliste. La modération progressive

du TKP, qui chercha à donner l'image d'un parti cherchant à exercer des responsabilités, le conduisit à dépasser le CTP en 1998. Mais la progression du TKP se fit avant tout au détriment du CTP, si bien que la mouvance fédéraliste demeura malgré tout minoritaire face aux nationalistes.

- 21 Cette faiblesse structurelle amena le TKP à commettre en janvier 1999 la même erreur que le CTP en 1993, en formant une « grande coalition » avec l'UBP de Dervis Eroğlu, qui ne voulait pas renouer son alliance avec le DP en raison de sa rivalité croissante avec Rauf Denктаş en vue de l'élection présidentielle de 2000. Dirigeant de l'UBP depuis 1983 et Premier ministre de 1983 à 1993 puis de 1996 à 2003, Dervis Eroğlu se présenta contre Rauf Denктаş (alors candidat « indépendant ») en 2000, avant de se retirer du second tour. L'alliance parlementaire « contre-nature » du TKP avec les partisans de la partition décrédibilisa le parti aux yeux des fédéralistes comme Enver Karanlık, un militant du CTP, pour qui « il s'est allié avec le diable » (Karanlık, 2014). Pour Alpay Durduran, « le TKP accepta de vendre son âme en échange de quelques postes » (Durduran, 2012). Le TKP obtint le poste créé pour l'occasion de vice-Premier ministre chargé du tourisme, et les ministères de la Santé et de l'Éducation, mais aucun poste stratégique. Non seulement l'alliance TKP-UBP de 1999 fut très brève, mais le CTP redevint ensuite le principal représentant du courant fédéraliste modéré. Globalement, de 1976 à 2003, on note ainsi un affaiblissement progressif de l'UBP (de 53,7 % des voix en 1976 à 31,7 % en 2003), renforcé par la scission de 1992 et la création du DP. Mais la fragmentation du camp nationaliste, largement induite par la rivalité Eroğlu-Denктаş, n'enraya pas sa domination majoritaire jusqu'en 2005. Ceci a obligé les partis modérés de la gauche fédéraliste, structurellement minoritaires, à adopter progressivement un discours plus centriste, voire même à s'allier avec les nationalistes pour accéder au pouvoir.

Tableau 2. Évolution des résultats électoraux lors des législatives en fonction des courants politiques (1976-2013)

	Gauche alternative		Centre-gauche			Droite nationaliste					Extrême-droite		Taux de participation (%)	
	CTP/ YKP BDH/ BKP (a)		TKP/ TDP (b)	CTP/ BG (c)		DP		UBP (d)		ÖRP	MHP (e)			
1976	12,9	2	20,2	8				53,7					74,3	
1981	15,1	6	28,5	13				42,5			6,2	1	88,6	
1985	21,4	12	15,8	10				36,7			13,1	4	87,4	
1990	4,8			44,5	16			54,7					91,5	
1993	4,5		13,2	7	24,2	11	29,2	16	29,8	16	3,1		92,9	
1998	4,1		15,3	8	13,4	5	22,6	18	40,4	18	4,5		88,1	
2003	13,2	6		35,2	19	12,9	7	32,9	7		3,6		86	
2005	5,8	1	2,4	44,5	24	13,5	6	31,7	6				82,1	
2009	2,9	0	6,9	2	29,2	15	10,7	5	44,1	5	6,2	0,5	0	81,7

2013	3,2	0	7,4	3	38,4	21	23,2	12	27,3	12	0,1			69,6
------	-----	---	-----	---	------	----	------	----	------	----	-----	--	--	------

(a) De 1976 à 1985, le CTP d'obédience procommuniste représenta ce courant, puis le YKP en 1990 et 1993, le YBH en 1998, le BDH en 2003 (qui inclua le TKP qui radicalisa son positionnement et le BKP), le BKP en 2009 et le YKP en 2013.

(b) Le TKP et HP en 1976, le TKP en 1981, le TKP et le SDP en 1985, le TKP en 1993, 1998 et en 2005 et le TDP en 2009.

(c) Le CTP se situa sur une ligne de gauche alternative jusqu'en 1985, dirigea la grande coalition DMP en 1990, puis incorpora le BG en 2003.

(d) D'autres petits partis nationalistes, fondés le plus souvent par des personnalités ou des députés de l'UBP, se présentèrent de façon autonome avant de négocier avec l'UBP tel ou tel poste administratif ou gouvernemental. Ce fut le cas par exemple du DHP en 1981 et 1985 et du TAP en 1985, de l'UDP en 1998 ou encore du CABP en 2003.

(e) À l'extrême-droite, qui demeure électoralement très faible, les formations ultranationalistes ont connu de nombreux avatars : le TBP, le MHP et le SAP en 1981, le YDP en 1985, le BEP et le MMP en 1993, le BP en 1998, le MBP et le KAP en 2003, le HIS en 2009.

L'ascension de l'opposition et la victoire de la gauche fédéraliste (2003-2009)

- 22 Les législatives du 14 décembre 2003 marquèrent un tournant et furent dominées par les enjeux du plan Annan et de l'adhésion à l'UE. Même si le gouvernement turc de Recep Tayyip Erdoğan (AKP) parut initialement favorable à une résolution du conflit chypriote, sa visite à Nicosie-Nord du 15 novembre 2003 lors des célébrations du 20^e anniversaire de la RTCN, et la signature d'un accord de coopération économique entre le ministre Abdüllatif Şener et Rauf Denктаş le 7 décembre illustrèrent selon Muhittin Ozsaglam « le maintien d'une politique interventionniste d'intégration et de reconnaissance » (Ozsaglam, 2003). Le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül déclara qu'« en tant que puissance garante, la Turquie doit avoir le dernier mot » et que « quiconque gagne les élections ne peut agir indépendamment de la Turquie » (CM, 12/2003). La rencontre entre le ministre grec des Affaires étrangères, George Papandréou, et les dirigeants fédéralistes Mehmet Ali Talat (CTP/BG) et Mustafa Akıncı (BDH) dans la zone tampon le 8 décembre, montra au contraire la position pro-réunification de la Grèce¹⁵.
- 23 La campagne distingua les progressistes pro-UE et pro-plan Annan des conservateurs pro-statu quo. À travers le slogan « pour la RTCN dans l'UE », même l'UBP chercha à se démarquer d'une posture « anti-européenne », en prônant l'adhésion indépendante à l'UE de la RTCN, mais pas dans le cadre d'une Chypre réunifiée (Kaymak, 2004). À l'inverse, plus de la moitié des candidats des listes du CTP/BG furent issus de la société civile et de la plateforme « Ce pays est le nôtre » (*Bu Memleket Bizim Platformu*) créée en juillet 2000 et soutenue par le journal *Avrupa*, qui réunit plus de 40 partis, des syndicats et des ONGs et qui organisa des manifestations massives de 2000 à 2003 pour la réunification et contre l'interventionnisme turc (Navaro-Yashin, 2012, 63). L'arithmétique parlementaire donna corps à un gouvernement de coalition instable (26 sièges sur 50) entre le CTP/BG (19 sièges) et le DP (7 sièges), le moins anti-plan Annan du camp nationaliste, qui s'opposa à une coalition BDH-CTP/BG-DP (Çarkoğlu, Sözen, 2004, 122-136). Malgré les 25 sièges obtenus par le camp pro-Annan (CTP/BG et BDH), les nationalistes maintinrent une large base sociale. En forçant le CTP/BG à exclure le BDH (13,2 %) d'une coalition potentielle, le DP imposa son

interprétation du vote, à savoir que les Chypriotes turcs étaient favorables au plan, mais montraient des réserves dont il s'agirait de tenir compte lors de futures négociations¹⁶.

- 24 Le contexte de soutien au nouveau gouvernement de gauche dirigé par le CTP favorisa l'acceptation par les Chypriotes turcs de la solution fédérale du plan Annan qui prévoyait la réunification et l'adhésion unifiée de l'île à l'UE. L'évolution de la politique étrangère turque adoptée par le gouvernement de l'AKP de Tayip Erdogan, marginalisa la campagne pour le « Non » menée par Rauf Denктаş et l'UBP de Dervis Erođlu. Le BDH de Mustafa Akıncı, le TKP, le parti de la solution et de l'Union européenne (*Çözüm ve Avrupa Birliđi Partisi*, ÇABP) fondé en septembre 2003 par Ali Erel, le dirigeant de la Chambre de commerce et de l'industrie, de même que la plupart des syndicats et de nombreuses associations et ONGs menèrent une campagne active en faveur du « Oui ». Partisan traditionnel d'une solution à deux États et du non-retour des déplacés chypriotes grecs, le DP décida le 16 avril 2004 de s'opposer au plan Annan, même si dans un mouvement tactique, son dirigeant Serdar Denктаş prôna une position neutre en invitant les électeurs à voter selon leur conscience. La campagne des partisans du « Oui » fut globalement plus dynamique à travers des publicités dans les journaux et l'organisation d'une manifestation massive à Lefkoşa le 14 avril¹⁷. Dès la fin de l'année 2003, les sondages d'opinion montrèrent le soutien majoritaire des Chypriotes turcs au plan, dans l'espoir de mettre fin à leur isolement et à leurs problèmes (inflation et chômage, émigration des jeunes, dépendance économique à l'égard de la Turquie) tout en accédant à l'UE et en renforçant la démocratie au nord de Chypre. Finalement, le 24 avril 2004, avec 84,4 % de participation, le référendum fut clairement approuvé par 64,9 % des Chypriotes turcs, ce qui illustra une évolution historique sans précédent, qui fut toutefois aussitôt tempérée par le rejet de 75,8 % des Chypriotes grecs, si bien que le processus déboucha sur une impasse politique (Christophorou, 2005, 85-104). Comme le montra un sondage de 2009, les enjeux des droits de propriété des déplacés, de la sécurité (et donc du maintien ou non de l'armée turque), et la philosophie générale de partage des pouvoirs, constituèrent et demeurent les principales divergences de vues entre les Chypriotes grecs et turcs depuis plusieurs décennies (Lordos *et al.*, 2009).
- 25 La coalition CTP/BG-DP s'effondra suite au référendum lorsqu'un député du CTP et deux du DP quittèrent leur parti après des désaccords sur les consignes de vote. Malgré un vote initial de confiance en sa faveur, sans majorité parlementaire, le gouvernement ne put pas approuver le budget 2004 et dut annoncer des élections anticipées. Celles-ci eurent lieu le 20 février 2005 dans un contexte de fatigue électorale lié à la tenue de trois élections en 14 mois. En 2003-2004, d'intenses débats eurent lieu sur les aspects légaux et politiques du plan Annan, mais le référendum déboucha sur une impasse pour les Chypriotes turcs. Les partis ne savaient plus autour de quel projet mobiliser les électeurs. Le « rêve européen » constitua un mirage conjoncturel, mais la politique nationaliste demeurait de même délégitimée après 27 années de pouvoir. Les « affaires » dominèrent la campagne de 2005 : Serdar Denктаş (DP) fut accusé de corruption lorsque son beau-père fut envoyé en prison après avoir détourné des fonds de la banque qu'il dirigeait ; un député du CTP/BG fut mis en cause pour ses liens avec Elmas Güzelyurtu, un banquier assassiné qui résidait au sud de l'île ; Mustafa Akıncı, le dirigeant du BDH, dut se justifier après la vente par sa femme d'un terrain de déplacés chypriotes grecs (Sözen, 2005, 467).

- 26 Dans le camp nationaliste, l'UBP pro-partition opta pour une stratégie de communication visant à attirer une partie des 65 % de Chypriotes turcs qui approuvèrent le plan Annan, en se présentant comme partisan d'une solution négociée plus favorable. Les slogans « Pour le compromis et le développement, le futur est dans vos mains » et « Vous n'êtes pas sans une alternative » défendaient qu'en l'absence d'accord, le maintien de la RTCN constituait une solution viable. Malgré cette posture peu sincère, Derviş Eroğlu fut plus convaincant dans sa critique de l'échec de l'activisme international de Mehmet A. Talat, qui n'avait pas permis de mettre fin à l'isolement de la RTCN et aux restrictions qui pesaient sur la vie quotidienne des citoyens. Mais la principale limite du discours de l'UBP n'était autre que son propre bilan : les Chypriotes turcs eurent du mal à croire qu'il pouvait gouverner différemment avec les mêmes recettes qu'il avait utilisées de 1976 à 2003. Serdar Denktaş, dirigeant du DP s'adressa quant à lui à l'électorat à travers le slogan « Croyez-nous, car nous ne vous avons jamais menti » et « Un Oui pour le DP intégrera les Chypriotes turcs dans le monde » (similaire au slogan de 2004 du CTP/BG), défendant une position présentée comme « réaliste » de renégociations nécessaires, à l'image de l'absence de consignes de vote qu'il prôna en 2004, au-delà de l'optimisme pro-européen de la gauche et de l'intransigeance nationaliste de l'UBP (CM, 2/2005).
- 27 À l'extrême-droite, même si le parti nationaliste pour la justice (*Milliyetçi Adalet Partisi*, MAP) fondé en 1994 fut très opposé au plan Annan, il s'était toujours allié avec l'UBP ou le DP jusqu'alors. Son dirigeant Ata Tepe présenta des listes autonomes en 2005 en usant d'un discours radical, mais prétendant à la respectabilité. Le MAP et son slogan « Nous avons pris un engagement. L'État vivra » défendit qu'il faille renoncer à un accord avec les Chypriotes grecs, qui ne chercheraient qu'à s'appropriier l'ensemble de l'île, tout en développant la RTCN. Mais la vraie nouveauté fut la candidature de l'universitaire Nuri Çevikel, fils d'une famille de migrants turcs de neuf enfants, qui fonda le Nouveau parti (*Yeni Parti*, YP) après avoir quitté le CTP/BG suite au référendum de 2004, et qui chercha à représenter les Chypriotes turcs issus de l'immigration turque à travers des slogans tels que « le Nouveau Parti est notre parti », ou encore « Voter pour votre propre fils » (CDN, 2/2005). Adoptant une posture centriste et pro-plan Annan, le YP critiqua le fait que depuis l'ouverture de la « ligne verte » en 2003, les Chypriotes turcs autochtones puissent travailler au sud et devenir des citoyens de l'UE à travers l'obtention de passeports de la « République de Chypre » alors que, reconnus uniquement comme « citoyens de la RTCN », les descendants des migrants turcs ne peuvent pas accéder à la citoyenneté de la République de Chypre et à l'UE et demeurent donc confinés au statut de « citoyens de seconde zone » selon le YP¹⁸. Même si ce constat est vrai et problématique, la solution proposée par le YP – le renforcement de l'aide financière turque – peina à convaincre.
- 28 Dans le camp fédéraliste, le BDH insista sur la nécessité de rompre avec l'immobilisme proposé par les nationalistes qui impliquait selon lui de « mettre les Chypriotes turcs au réfrigérateur » (Sözen, 2005, 469). Le parti insista sur la démocratisation et la plus grande transparence du système politique de la RTCN. Il critiqua aussi la faiblesse de l'engagement du gouvernement en faveur de la paix. Le BDH prôna l'ouverture de nouveaux « check-points », la recherche d'un accord sur les personnes disparues et la levée des restrictions internationales. Un conflit entre les dirigeants du TKP et du BDH amena le TKP à s'allier avec le parti de Chypre unifié (*Birleşik Kıbrıs Partisi*, BKP) en 2005, mais à ne pas renouer l'alliance tripartite de 2003. Même si le BKP était plus à gauche

que le TKP, les deux partis firent campagne sur l'indépendance à l'égard de la Turquie à travers le slogan « La sortie : l'unité des forces pour le vrai gouvernement du peuple »¹⁹. Ils prônèrent la mise en place unilatérale de certains aspects du plan Annan comme une réforme de la Constitution et un nouveau régime de propriété afin d'évoluer vers une fédération. Enfin, le slogan du CTP/BG, « Oui maman, promis maman ! » (*Yes be annem, söz be annem!*), appelait les électeurs à « promettre » (*söz*) leurs votes au CTP/BG en échange d'une adhésion présentée comme quasi automatique à l'UE (CD, 2/2005). Le parti associa la résolution du conflit chypriote avec l'adhésion des Chypriotes turcs à l'UE, louant le rôle de Mehmet A. Talat dans le changement de perception de la communauté internationale à leur égard, désormais vus comme plus conciliants après le référendum de 2004. Le CTP/BG s'appuya sur le bilan économique relativement bon de la coalition CTP/BG-DP depuis 2003, le PIB par habitant ayant augmenté et le tourisme et le commerce s'étant développés (Günçavdi, Küçükçifçi, 2009, 368). Les affiches de campagne du parti mirent en scène Mehmet A. Talat aux côtés de Kofi Annan, José Manuel Barroso, Colin Powell ou Tayyip Erdoğan, le présentant comme un dirigeant important pouvant défendre les intérêts des Chypriotes turcs sur la scène internationale, tout en promettant une amélioration de la démocratie en RTCN suivant les critères européens.

- 29 Avec 44,5 % des voix et 24 sièges, le CTP/BG gagna l'élection en amplifiant la dynamique de 2003, même si l'UBP (31,7 %, 19 sièges) et le DP (13,5 %, 6 sièges) maintinrent d'importants soutiens électoraux. Minés par le scandale autour de son dirigeant, le BDH (5,8 %, 1 siège), mais aussi le TKP-BKP (2,4 %, aucun siège), furent les perdants de la redistribution des voix à gauche. Le Yeni Parti (1,6 %) qui s'adressa aux Chypriotes turcs issus de l'immigration turque échoua à attirer cet électorat fidélisé de longue date par l'UBP. L'extrême-droite représentée par le MAP (0,5 %) demeura marginale. La Commission européenne considéra que les élections illustrèrent « la volonté des Chypriotes turcs de favoriser la réunification de Chypre » (CE, 2/2005). Le département d'État américain évoqua aussi des « élections libres et démocratiques démontrant l'attachement des Chypriotes turcs à la paix et à la réunification de l'île » (DE, 2/2005). Lors de son discours post-élection, Mehmet A. Talat tendit symboliquement une branche d'olivier aux Chypriotes grecs en déclarant : « J'appelle les dirigeants chypriotes grecs à saisir la main que nous leur tendons en paix pour obtenir la réconciliation et une solution au problème chypriote » (Sözen, 2005, 474). La nouvelle victoire du CTP/BG suscita ainsi un espoir sans précédent de mettre fin à l'hégémonie nationaliste et de parvenir à une solution au conflit. Mais la politique chypriote étant une équation à plusieurs dimensions, la balle était dans le camp de Tássos Papadóoulos, le président conservateur de la République de Chypre. Mais suite au rejet du plan Annan et à l'adhésion de leur pays à l'UE, les dirigeants chypriotes grecs « n'étaient plus disposés à un compromis », comme le suggéra leur ministre des affaires étrangères Nikos Rolandis (SM, 2/2005). 42 ans après l'échec de la tentative de Makarios d'imposer par 13 amendements une République chypriote unifiée et un système électoral majoritaire, malgré la guerre et la partition de 1974, les élites chypriotes grecques n'acceptaient toujours pas l'idée d'une fédération bi-zonale et bi-communautaire.
- 30 L'espoir a donc rapidement fait place à la désillusion. Face à un gouvernement chypriote grec conservateur et intransigeant, Mehmet A. Talat n'a pas pu tenir ses promesses. Alors que pour la première fois depuis plus de trente ans, un gouvernement plus disposé à trouver une solution de paix fut élu au Nord, le rejet par les Chypriotes

grecs du plan Annan coupa l'herbe sous le pied aux partisans d'une solution : sans réels interlocuteurs au sud, les élites fédéralistes ne purent pas fournir de débouchés politiques à leurs promesses progressistes. Le rejet du plan Annan renforça a posteriori les arguments des nationalistes nord-chypriotes, pourtant discrédités, quant à l'absence de volonté de compromis des Chypriotes grecs et la nécessité de construire la RTCN. Cela illustra l'impuissance des dirigeants chypriotes turcs à parvenir à une solution en l'absence d'une volonté politique des dirigeants du sud. Le renouveau des négociations en mars 2008 avec le gouvernement de gauche de Christofias (AKEL) ne fut pas suffisant pour inverser la perception largement partagée par les Chypriotes turcs que les Chypriotes grecs ne veulent pas d'une solution basée sur une répartition des pouvoirs. Pour Özkân Yorgancıoğlu, secrétaire général du CTP, « l'adhésion unilatérale de la République de Chypre à l'UE a fait disparaître la symétrie entre les deux parties à la table des négociations » (Yorgancıoğlu, 2012). Les promesses du CTP ont ainsi été décrédibilisées et le courant fédéraliste s'est trouvé affaibli. Mais pour İzzet İzcandır, secrétaire général du parti de Chypre unifié (*Birleşik Kıbrıs Partisi*, BKP), l'échec du CTP/BG s'expliquerait aussi par son conservatisme qui l'amena, comme l'UBP précédemment avant lui, à rejeter la faute sur les Chypriotes grecs plutôt que d'agir au Nord en prenant des mesures unilatérales de confiance :

Le CTP/BG n'a pas été à la hauteur de l'espoir de changement. Il y avait une opportunité sans précédent de résoudre le problème chypriote. Ils avaient la Présidence, le Premier ministre, une majorité au Parlement. Mais ils n'ont rien fait. Même si les conservateurs chypriotes grecs ne voulaient pas vraiment négocier, ils auraient dû mettre en œuvre le changement ici au Nord et prendre unilatéralement des mesures symboliques de paix pour sortir du conflit.
(İZCANDIR, 2012)

- 31 Démilitariser la zone chypriote turque de la vieille ville de Lefkoşa ou rendre Varosha (Maraş), une station balnéaire bâtie en 1972, vidée de ses 60 000 habitants en 1974 et convertie en ville abandonnée depuis lors, constituent par exemple des mesures unilatérales de confiance prônées par la gauche alternative, qui se heurtent au conservatisme du CTP, mais aussi et surtout, à l'opposition de l'armée turque²⁰.
- 32 De plus, les hausses de salaire des fonctionnaires grâce à la croissance de 2004-2007 augmentèrent la dette et la dépendance à l'égard de la Turquie et se soldèrent par un désaveu politique lorsque le gouvernement CTP/BG-DP dut faire marche arrière en 2008 sous la pression d'Ankara et de la crise mondiale en augmentant la TVA et les prix de l'électricité et de l'essence, autant de mesures très impopulaires (CM, 4/2008). L'image du CTP/BG fut ternie suite à la création en septembre 2006 du parti de la réforme et de la liberté (*Özgürlük ve Reform Partisi*, ÖRP) par Turgay Avcı, ex-secrétaire général de l'UBP, grâce à sa défection et à celles de deux députés de l'UBP et d'un député du DP : le fait que le CTP/BG en profita pour remplacer son partenaire de coalition, le DP, par l'ÖRP, fut perçu comme une manœuvre politicienne et opportuniste. En signe de protestation, l'UBP et le DP boycottèrent leurs sièges parlementaires d'octobre 2006 à 2009, ce qui contribua fortement à affaiblir la légitimité du gouvernement. Les attaques de ce dernier contre Asil Nadir, le propriétaire des principaux médias de l'île proche des nationalistes et ancien malfrat notoire recherché en Grande-Bretagne, et l'ouverture d'une enquête contre les réseaux « Ergenekon » à Chypre-nord deux semaines avant les élections de 2009, furent aussi perçus comme des tactiques électoralistes. La période 2003-2009 constitua donc une conjoncture historique où les partisans du statu quo, de la division de l'île et du

maintien de la RTCN devinrent pour la première fois minoritaires dans un contexte d'usure du pouvoir et du discours nationaliste. Mais les aspirations pro-UE et pro-résolution du conflit qu'exprimèrent les Chypriotes turcs de 2003 à 2005 se transformèrent en espoirs déçus suite à l'adhésion de la République de Chypre à l'UE le 24 avril 2004 et au maintien de l'embargo économique et de l'isolement politique du Nord. Non seulement la majorité des électeurs ont jugé que le gouvernement CTP/BG-DP était incapable de tenir ses promesses d'adhésion à l'UE et de résolution du conflit, même si elles ne dépendaient en fait que partiellement de lui, mais ils jugèrent aussi sévèrement sa gestion des affaires internes de la RTCN, sans remettre en cause le clientélisme ambiant dans la gestion de l'administration.

Le retour des nationalistes et la normalisation des alternances politiques (2009-2013)

- 33 Cinq ans après l'échec du plan Annan, le maintien de l'impasse politique rendit plus difficile de tenir un discours pro-UE et pro-compromis mobilisant l'électorat chypriote turc. Aux promesses non tenues du CTP/BG de la fin de l'isolement politique et économique et de l'adhésion à l'UE, s'ajoutèrent sa gestion très politicienne des affaires du Nord. Les législatives du 19 avril 2009 illustrèrent ainsi le retour de la vieille garde de l'UBP qui évita les questions de l'UE et du conflit et adopta une posture de soutien aux négociations malgré son idéologie pro-partition. Son slogan incitait à un « vote utile » d'opposition s'appuyant sur le mécontentement populaire : « Ils [CTP] ont donné de l'espoir et ont pris le pouvoir, mais ils ont ruiné le pays. *Game over !* Maintenant, c'est le temps de l'Union nationale » (*Umut Verip Geldiler, Ülkeyi Tükettiler. Oyun Bittil şimdi Ulusal Birlik Zamanı*) (Sözen, 2009, 341). Derviş Eroğlu, le vieux dirigeant du parti (71 ans) et le plus ancien député du Parlement, ne fit presque pas campagne en ne participant qu'à quelques débats télévisés. L'UBP s'appuya surtout sur son organisation partisane, la plus structurée de Chypre du Nord, sur ses cafés partisans (*Kavemet*) et ses militants. Le parti obtint 44,1 % des voix et une majorité absolue de 26 sièges. La frange de ses électeurs traditionnels qui avaient voté pour le CTP/BG en 2003 et en 2005 vota à nouveau pour le parti. L'élection illustra ainsi une forme de « normalisation » des alternances politiques dans un système partisan de plus en plus compétitif, mais historiquement dominé par les nationalistes. Comme l'évoque Saffet Nadiri, membre du bureau de l'UBP, le retour des nationalistes traduit aussi un message à l'égard des Chypriotes grecs :

C'était une manière de leur dire que s'ils ne veulent pas d'une solution basée sur un partage des pouvoirs, les Chypriotes turcs ne veulent pas non plus être absorbés par la République de Chypre ou être traités comme une minorité. Si les Chypriotes grecs ne veulent pas d'un compromis, ils devront négocier sur la base d'une solution à deux États.

(NADIRI, 2012)

- 34 L'approche plus modérée du DP, qui s'était à la fois allié avec le CTP/BG et l'UBP dans le passé, joua en défaveur d'un parti pivot déclinant depuis 1992, qui obtint 10,7 % des voix. Son slogan « Pensez au passé, votez pour le futur. Nous comptons tous » (*Geçmişî düşün, geleceği seç. Biz Varız*), évoquait l'échec du plan Annan pour justifier le choix d'une troisième voie au-delà du CTP/BG et de l'UBP (Sözen, 2009, 342). Accusé de servir la stratégie de l'AKP turc cherchant à marginaliser la « famille Denктаş » peu conciliante, l'ÖRP, qui défendait toutefois une solution à deux États, bénéficia de l'effet

de la nouveauté et obtint 6,2 % des voix et 2 sièges. Enfin, le parti de la politique pour le peuple (*Halk İçin Siyaset Partisi*, HIS) fondé par Ahmet Yönlüer en 2007, ex-dirigeant de l'institution des affaires religieuses de la RTCN, représenta l'ultranationalisme. Son slogan « HIS viendra et la démocratie fonctionnera. Nous voulons 2 ans, pas 30 ans » (*HIS gelecek, demokrasi işleyecek. Biz 30 yıl değil, sadece 2 yıl istiyoruz*), illustra la démagogie d'un parti prônant l'immigration turque, l'égalité des migrants avec les Chypriotes turcs et une solution au conflit sur la base de deux États.

- 35 Le CTP/BG dirigé par l'économiste Ferdi Sabit Soyer depuis 2005 dut assumer le bilan de son gouvernement et du président Mehmet A. Talat. Il chercha à maintenir l'élargissement de sa base électorale acquise en 2005 auprès d'électeurs modérément nationalistes voulant croire à la fin de l'isolement et à l'adhésion à l'UE. Son slogan « Ne revenez pas en arrière, progressez vers l'avant. Il faut du courage pour aller de l'avant » (*Geri dönme İlerle. İterlemek Yürek İster*) incitait les électeurs à opter pour le « progrès » face au pouvoir de l'UBP (1976-2003) présenté comme le symbole de la marginalisation du territoire, de l'intransigeance nationaliste et du clientélisme. Mais les Chypriotes turcs ne croyaient plus à la fin de l'isolement, à une solution au conflit et à l'adhésion à l'UE et sanctionnèrent le CTP/BG qui obtint seulement 29,2 % des voix et 15 sièges. Le parti de la démocratie commune (*Toplumcu Demokrasi Partisi*, TDP), issu de la réunion du TKP et du BDH et dirigé par Mehmet Çakıcı depuis 2007, bénéficia de la sanction du CTP/BG en obtenant 6,9 % des voix et 2 sièges, même si ce résultat illustra aussi l'affaiblissement à gauche d'alternatives électorales au CTP/BG. En 2003, la campagne plus centriste du CTP qui avait incorporé les secteurs libéraux du BG, laissa un espace politique vacant à gauche, que le TKP chercha à occuper en formant la coalition BDH qui obtint un bon résultat (13,2 %). Mais le BDH se scinda après le référendum sur le plan Annan en 2004. Le BDH et le TKP se présentèrent séparément lors des élections de 2005 et connurent un échec électoral, puisque seul le BDH obtint un siège contre six pour le TKP deux ans plus tôt. Les élections de 2009 marquèrent aussi l'affaiblissement de la gauche alternative. Le YKP choisit le boycott, considérant que l'immigration était devenue hors de contrôle depuis 2001 et qu'il était donc impossible d'organiser un scrutin transparent. Après le rejet de son offre d'alliance électorale, le BKP incorpora le « Mouvement du Jasmin », un groupe d'intellectuels, d'artistes et de journalistes proches du quotidien *Afrika*, mais le parti n'obtint que 2,4 % des voix et aucun siège. Plus encore que le TDP, il se présenta comme le défenseur des Chypriotes turcs autochtones. Dirigé par İzzet İzcanlı en 2009, son slogan défendait que seul le vote BKP permettait de lutter contre la perte d'identité face à l'immigration turque et la politique de turquification des nationalistes, afin de retrouver « le Jasmin », qui symbolisait Chypre : « Nous allons reprendre nos jasmins. [Votez pour le] BKP pour ne pas disparaître par la dissolution et l'échec » (*Yaseminlerimizi Geri Alacağız. Çözülerek eriyerek yokolmamak için BKP*).
- 36 Enfin, les élections du 28 juillet 2013 marquèrent un nouveau réalignement qui, plus qu'une adhésion au CTP/BG, illustra le mécontentement grandissant des Chypriotes turcs à l'égard de leurs gouvernants successifs, incapables de mettre fin à l'isolement de leur territoire et de s'émanciper de la tutelle et surtout de la conditionnalité de la Turquie. Ces élections eurent lieu un an avant le terme de la législature après la défection de huit députés de l'UBP passés au DP, le vote d'une motion de défiance et la chute du gouvernement en juin 2013, illustrant une fois encore la malléabilité et le caractère personnalisé des alliances dans le contexte de Chypre du Nord. L'opposition

menée par Özkan Yorgancıoğlu (CTP) obtint 38,4 % (21 sièges) ce qui, malgré l'appui possible du TDP (7,4 %, 3 sièges) ne fut pas suffisant pour former une majorité de gauche. Les enjeux économiques occultèrent la question chypriote, reléguée au second plan depuis la suspension des négociations en juillet 2012 par Derviş Eroğlu en protestation de la prise par les Chypriotes grecs de la présidence tournante de l'UE. Miné par sa politique de restrictions budgétaires, l'UBP s'effondra (27,3 %, 14 sièges) au profit du CTP et du DP (23,2 %, 12 sièges), dont l'alliance forma le nouveau gouvernement²¹. Mais le vote-sanction contre l'UBP traduisait aussi un rejet de la conditionnalité turque : l'UBP fut tenu pour responsable de la signature d'un plan d'austérité en 2010 avec la Turquie en échange du maintien de ses subventions à la RTCN, qui engendra des hausses d'impôts, une limitation des embauches et un gel des salaires dans le secteur public et des privatisations. Comme en 2009, le scrutin illustra la sanction par les Chypriotes turcs de mesures d'austérité prônées par la Turquie et appliquées par le gouvernement de la RTCN.

Conclusion : institutionnalisation et changement partisan dans un État *de facto*

- 37 Comment les clivages politiques se sont-ils organisés et restructurés dans le contexte de l'État non reconnu de Chypre du Nord ? Contrairement aux idées reçues, l'absence de résolution du conflit chypriote et de reconnaissance internationale de la RTCN n'a pas empêché les Chypriotes turcs d'institutionnaliser un système politique doté de procédures formalisées, dont le fonctionnement démocratique est toutefois contraint par la militarisation du territoire et le maintien d'une idéologie nationaliste prédominante. Progressivement depuis 1974, un système multipartite compétitif, des mécanismes de répartition et de contrôle des pouvoirs, de même qu'une démocratie électorale ont émergé, contribuant à la politisation et à la maturation démocratique de la société chypriote turque. L'existence de nombreuses organisations politiques et la pratique du parlementarisme ont contribué au développement d'une conscience citoyenne qui, en réponse à l'essoufflement du pouvoir nationaliste, a débouché sur la victoire de l'opposition aux niveaux parlementaire (2003-2009) et présidentiel (2005-2010), puis sur une normalisation des alternances politiques depuis 2009. La maturité démocratique de la société chypriote turque a aussi été attestée par son soutien au plan Annan en 2004 en faveur de la réunification de l'île.
- 38 Mais l'institutionnalisation du système politique de la RTCN présente toutefois certaines limites induites par la non-résolution du conflit chypriote, qui engendre le maintien d'une militarisation du territoire. L'administration civile est certes autonome, mais demeure subordonnée en dernier recours au pouvoir de l'armée turque, ce qui a un impact déterminant sur le contrôle ou non de l'immigration turque, sur l'impossibilité de décider de mesures unilatérales de confiance envers les Chypriotes grecs sans son aval, ou encore sur l'image globalement négative de la RTCN dans le monde. La persistance d'un complexe militaro-civil engendre la dépendance de la justice à l'égard du parquet militaire. Ceci expose ainsi les journalistes et les opposants trop critiques de l'armée turque ou de la Turquie à la répression. Jusqu'au début des années 2000, la présidentialisation a aussi été un frein à la démocratisation du jeu politique, Rauf Denktaş intervenant souvent directement en faisant et en défaisant des alliances qui demeurent aujourd'hui encore très personnalisées et instables. La

persistance de la partition renforce de plus le rôle « nationaliste » du président si l'on se place du point de vue d'une Chypre unifiée, puisqu'il cherche avant tout à représenter et à défendre les intérêts de sa communauté dans les négociations, une tendance qui renforce aussi le conservatisme du président chypriote grec comme l'a bien montré l'opposition active de Tássos Papadóoulos au plan Annan.

- 39 L'institutionnalisation d'un système partisan compétitif, mais de plus en plus bipolarisé autour de l'opposition CTP/BG-UBP, a donc toutefois engendré un recentrage progressif du discours de la gauche fédéraliste, historiquement minoritaire à Chypre du Nord. L'évolution de la composition sociodémographique de la population à travers la proportion croissante de citoyens chypriotes turcs « issus de l'immigration turque » et l'existence d'une jeune génération n'ayant jamais connu la coexistence avec les Chypriotes grecs, expliquent le déclin du discours anti-Turquie et antitürk incarné par la gauche alternative au sein de l'électorat. La gauche a donc dû recentrer son discours autour de la défense des intérêts des Chypriotes turcs ce qui, malgré le maintien de divergences fondamentales avec les nationalistes, a contribué à renforcer la distance idéologique qui sépare les partis fédéralistes chypriotes turcs de leurs homologues du sud. Autrement dit, l'électeur chypriote türk médian est aujourd'hui plus favorable à une confédération de deux entités distinctes que partisan d'une réunification perçue comme une absorption par la République de Chypre et ce, d'autant plus que le rejet par les Chypriotes grecs du plan Annan et le maintien de l'isolement de la RTCN ont convaincu les Chypriotes turcs de l'absence de volonté de compromis de leurs homologues.
- 40 Pour autant, les sanctions électorales qui touchèrent tant le CTP/BG en 2009 que l'UBP en 2013 suite à l'application de mesures d'austérité prônées par la Turquie, montrent l'ambivalence de la démocratisation dans un État *de facto* dans la mesure où les processus de légitimation et de contrôle du pouvoir par les citoyens coexistent avec une dépendance économique objective à l'égard de la Turquie. Même si l'État *de facto* de Chypre du Nord demeure « illégal » en droit international, un système politique autonome doté d'une administration, d'une bureaucratie, de même que de règles et de procédures a donc vu le jour, malgré sa dépendance politique à l'égard de la Turquie et de l'armée türk. Non reconnu, le système politique de la RTCN n'est toutefois pas complètement « étranger » aux autres États européens et occidentaux. Il reprend la plupart des régulations de la juridiction coloniale britannique et s'inspire des lois de la Turquie et des normes de l'UE. Il se fonde sur des règles juridiques codifiées et une définition interne de la légalité qui permet de réguler l'octroi de la citoyenneté, d'administrer la justice, d'éduquer les élèves et d'assurer la sécurité d'un « État » sans reconnaissance diplomatique, mais qui fonctionne *de facto* comme tel. Le système politique chypriote türk illustre ainsi l'exemple d'une « souveraineté imparfaite », ou des régulations internes considérées comme des « lois illégales nulles et non avenues » par la communauté internationale organisent toutefois la vie quotidienne des Chypriotes turcs qui ont dû s'adapter à cet ordre juridique réel et fantomatique à la fois (Petithomme, 2010, 203-230). L'institutionnalisation du système politique de la RTCN illustre donc parfaitement la dimension performative de l'étatisation, dans la mesure où ce sont les pratiques sociales des acteurs de l'État qui font advenir l'État lui-même.

BIBLIOGRAPHIE

- AKŞIT Sait, 2011, "The Turkish Cypriot Presidential Election of April 2010: Normalisation of Politics", *South European Society and Politics*, vol. 16, no 2, pp. 7-21.
- ANASTASIOU Harry, 1996, "Conflict, Alienation and the Hope of Peace: The Struggle for Peace in Militarised Cyprus", *Cyprus Review*, vol. 8, no 2, pp. 79-96.
- BERTRAND Gilles, 2003, *le Conflit helléno-turc*, Paris : Maisonneuve et Larose.
- BERTRAND Gilles, 2006, « Chypre : une politique étrangère dans un contexte atypique pour l'Union européenne », *Revue internationale et stratégique*, n° 61, p. 87-95.
- BLANC Pierre, 2000, *la Déchirure chypriote : géopolitique d'une île divisée*, Paris : L'Harmattan.
- ÇARKOĞLU Ali, SÖZEN Ahmet, 2004, "The Turkish Cypriot General Elections of December 2003: Setting the Stage for Resolving the Cyprus Conflict?", *South European Society and Politics*, vol. 9, no 3, pp. 122-136.
- CASQUETE Jesús, 2009, *la Religión política del nacionalismo vasco radical*, Madrid : Tecnos.
- CHARALAMBOUS Giorgios, 2011, « Le parti progressiste du peuple travailleur (AKEL) », in Jean-Michel DE WAELE, Daniel-Louis SEILER (dir.), *les Partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris : Economica, p. 156-174.
- CHRISTOPHOROU Christophoros, 2005, "The Vote for a United Cyprus Deepens Divisions: the April 2004 Referenda in Cyprus", *South European Society and Politics*, vol. 10, no 1, pp. 85-104.
- CHRISTOPHOROU Christophoros, 2006, "Party Change and Development in Cyprus (1995-2005)", *South European Society and Politics*, vol. 11, no 3-4, pp. 525-540.
- CHRISTOPHOROU Christophoros, 2008, "A New Communist Surprise, What's next? Presidential Elections in the Republic of Cyprus, February 2008", *South European Society and Politics*, vol. 13, no 2, pp. 217-235.
- COMMISSION EUROPÉENNE, 2005, « Déclaration sur les élections chypriotes turques », <http://www.delcyp.cec.eu.int/en/news/050221a.html>, 21 février 2005, lien devenu inaccessible aujourd'hui.
- COPEAUX Étienne, MAUSS-COPEAUX Claire, 2005, *Taksim ! Chypre divisée (1964-2005)*, Lyon : Aedelsa éditions.
- DAHL Robert, 1989, *Democracy and its Critics*, New Haven: Yale University Press.
- DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN, 2005, « Déclaration sur les élections au nord de Chypre », <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2005742495.html>, 21 février 2005, lien devenu inaccessible aujourd'hui.
- DODD Richard, 1993, "The Ascendancy of the Right, 1985-1993", in Richard DODD (ed.), *The Political, Social and Economic Development of Northern Cyprus*, Londres: Eothen Press, pp. 132-145.
- DREVET Jean-François, 2003, *Chypre en Europe*, Paris : L'Harmattan.
- GRUEL-DIEUDÉ Magali, 2007, *Chypre et l'Union européenne : mutations diplomatiques et politiques*, Paris : L'Harmattan.

- GÜNÇAVDI Öner, KÜÇÜKÇİFCİ Suat, 2009, "Economic Growth under Embargoes in North Cyprus: An Input-Output Analysis", *Turkish Studies*, vol. 10, no 3, pp. 360-391.
- HOTTINGER Julian Thomas, 1998, « Chypre (République grecque) », in Julian Thomas HOTTINGER, Daniel-Louis SEILER et Guy HERMET (dir.), *les Partis politiques en Europe de l'Ouest*, Paris : Economica, p. 95-106.
- KAYMAK Erol, 2004, "December's Parliamentary Elections in Northern Cyprus: Before and After", 15 janvier 2004, <http://erpic.org/wp-content/uploads/2014/05/December-Parliamentary-Election-in-Northern-Cyprus-Before-and-After.pdf> [consulté le 14 mars 2016, lien devenu inaccessible aujourd'hui].
- KAZARIAN Nicolas, 2012, *Chypre : géopolitique et minorités*, Paris : L'Harmattan.
- LANDAU Jacob, 1995, *Pan-Turkism, From Irredentism to Cooperation*, Londres: Hurst & Company.
- LIJPHART Arendt, 1977, *Democracy in Plural Societies: A Comparative Exploration*, New Haven: Yale University Press.
- LORDOS Alexandros, KAYMAK Erol, Nathalie TOCCI, 2009, *A people's Peace in Cyprus: Testing Public Opinion on the Options for a Comprehensive Settlement*, Bruxelles: Center for European Studies.
- LOUËR Laurence, 2007, *To be an Arab in Israel*, Londres: Hurst & Company.
- MANTRAN Robert (dir.), 1989, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris : Fayard.
- NAVARO-YASHIN Yael, 2006, "Affect in the Civil Service: A Study of a Modern State-System", *Postcolonial Studies*, vol. 9, no 3, pp. 281-294.
- NAVARO-YASHIN Yael, 2012, *The Make-Believe Space, Affective Geography in a Postwar Polity*, Durham: Duke University Press.
- NEW CYPRUS PARTY (YKP), 2009, *10th Ordinary meeting of General Assembly*, Nicosia, 7 novembre 2009.
- OZSAGLAM Muhittin, 2003, "The role of Turkey in 14th December elections in Northern Cyprus", <http://erpic.org/wp-content/uploads/2014/05/The-Role-of-Turkey-in-14th-December-Elections-in-Northern-Cyprus.pdf>, 18 décembre 2003, lien devenu inaccessible aujourd'hui.
- PAPADAKIS Yiannis, 1998, "Greek Cypriot Narratives of History and Collective Identity: Nationalism as a Contested Process", *American Ethnologist*, vol. 25, no 2, pp. 149-165.
- PAPADAKIS Yiannis, 2003, "Nation, Narrative and Commemoration: Political Ritual in Divided Cyprus", *History and Anthropology*, vol. 14, no 3, pp. 253-270.
- PAPADAKIS Yiannis, 2005, *Echoes from the Dead Zone: Across the Cyprus Divide*, London/New York: I. B. Tauris.
- PETITHOMME Mathieu, 2010, « Le mouvement d'étatisation promu par la minorité arménienne du Haut-Karabagh : la souveraineté imparfaite comme instrument politique de "dégel" du conflit », *Politique et Sociétés*, vol. 29, n° 1, p. 203-230.
- PETITHOMME Mathieu, 2011, « Étatisation et nationalisation de la République du Haut-Karabagh : vivre et évoluer sans reconnaissance internationale », *Revue d'études comparatives est-ouest*, vol. 42, n° 4, p. 83-106.
- PETITHOMME Mathieu, 2015a, « Contester l'Europe : l'émergence d'un contre-discours d'injustice à Chypre du Nord », in Julien AUBOUSSIER, Toni RAMONEDA (dir.), *l'Europe en contre-discours*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, « Annales littéraires » 948, p. 179-191.

PETITHOMME Mathieu, 2015b, « Entre turquification et changement identitaire à Chypre du Nord : les Chypriotes turcs face à l'immigration turque », *Critique Internationale*, n° 67.

SAKALLIOĞLU Ümit, 1997, "The Anatomy of the Turkish Military's Political Autonomy", *Comparative Politics*, vol. 29, no 2, pp. 151-166.

SCHUMPETER Joseph, 1990, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris : Payot.

SÖZEN Ahmet, 2005, "The Turkish Cypriot Legislative Election of February 2005: The Rise of CTP/BG", *South European Society and Politics*, vol. 10, no 3, pp. 460-475.

SÖZEN Ahmet, 2009, "The Turkish Cypriot Legislative Election of April 2009: Towards the 'Last Roll of the Dice' in the Cyprus Conflict?", *South European Society and Politics*, vol. 14, no 3, pp. 335-351.

VAN DER BIJL Nick, 2014, *The Cyprus Emergency, The Divided Island (1955-1974)*, Barnsley: Pen & Sword Military.

VURAL Yücel, ÖZUYANIK Evrim, 2008, "Redefining Identity in the Turkish-Cypriot School History Textbooks: A Step towards a United Cyprus", *South European Society and Politics*, vol. 13, no 2, pp. 133-154.

WARNER James, 1993, "Parliamentary and Presidential Elections", in Richard DODD (ed.), *The Political, Social and Economic Development of Northern Cyprus*, Londres: Eothen Press, pp. 197-199.

YAVUZ Hakan, 2002, "The Politics of Fear: the Rise of the Nationalist Action Party (MHP) in Turkey", *Middle East Journal*, vol. 56, no 2, pp. 200-221.

ANNEXES

Documents annexes

Liste des partis et des mouvements politiques cités :

- BDH : Mouvement pour la paix et la démocratie (*Bariş ve Demokrasi Hareketi*, ex-TKP)
- BEP : Parti pour la souveraineté et l'unité (*Birlik Egemenlik Partisi*)
- BP : Notre parti (*Bizim Parti*)
- ÇABP : Parti de la solution et de l'Union européenne (*Çözüm ve Avrupa Birliği Partisi*)
- CTP : Parti républicain turc (*Cumhuriyetçi Türk Partisi*)
- DHP : Parti démocratique du peuple (*Demokrat Halk Partisi*)
- DMP : Parti de la lutte démocratique (*Demokratik Mücadele Partisi*)
- DP : Parti démocratique (*Demokrat Parti*)
- HIS : Parti de la politique pour le peuple (*Halk İçin Siyaset Partisi*)
- HP : Parti populiste (*Halçı Parti*)
- KAP : Parti de la justice de Chypre (*Kıbrıs Adalet Partisi*)
- KSP : Parti socialiste de Chypre (*Kıbrıs Sosyalist Partisi*)
- MAP : Parti nationaliste pour la justice (*Milliyetçi Adalet Partisi*)
- MBP : Parti nationaliste pour la paix (*Milliyetçi Bariş Partisi*)
- MHP : Parti du but national (*Milli Hedef Partisi*)
- MMP : Parti de la lutte nationaliste (*Milliyetçi Mücadele Partisi*)
- SAP : Parti de la justice sociale (*Sosyal Adalet Partisi*)

- SDP : Parti social-démocrate (*Sosyal Demokrat Parti*)
- TAP : Parti du progrès communautaire (*Toplumsal Atılım Partisi*)
- TBP : Parti de l'union turque (*Türk Birliği Partisi*)
- TKP : Parti de la libération communautaire (*Toplumcu Kurtuluş Partisi*)
- UBP : Parti de l'unité nationale (*Ulusal Birlik Partisi*)
- UDP : Parti de la résurrection nationaliste (*Ulusal Diriliş Partisi*)
- YP : Nouveau parti (*Yeni Parti*)
- YBH : Mouvement de l'union patriotique (*Yurtsever Birlik Hareketi*)
- YDP : Parti de la renaissance (*Yeniden Doğuş Partisi*)
- YKP : Parti de la Nouvelle Chypre (*Yeni Kıbrıs Partisi*)

Liste des entretiens :

- Entretien avec Saffet NADIRI, 35 ans (UBP), rue Sarayönü, Nicosie-Nord, 6 février 2012.
- Entretien avec Sami DAYIOĞLU (TDP), 53 ans, secrétaire pour les affaires internationales, avenue Selim, Nicosie-Nord, 8 février 2012.
- Entretien avec Alpay DURDURAN (YKP), 78 ans, secrétaire pour les relations internationales, rue Tanzimat, Nicosie-Nord, 14 février 2012.
- Entretien avec Murat KANATLI (YKP), 44 ans, secrétaire général du parti, rue Tanzimat, Nicosie-Nord, 14 février 2012.
- Entretien avec Izzet IZCANDIR (BKP), secrétaire général du parti, rue Ibrahim Ramadan, Nicosie-Nord, 20 février 2012.
- Entretien avec Özkan YORGANCIOĞLU (CTP), secrétaire général du parti, avenue Bedrettin Demirel, Nicosie-Nord, 22 février 2012.
- Entretien avec Enver KARANLIK, militant du CTP, Famagouste, 2 avril 2014.

Liste des périodiques cités :

- “Controversy around the census in the north”, *Cyprus Mail*, 9 avril 1996.
- “Abdullah Gül warns Turkish Cypriots’ leaders”, *Cyprus Mail*, 15 décembre 2003.
- “Opponents to the Annan plan try to mobilise Turkish Cypriots”, *Cyprus Mail*, 23 avril 2004.
- “DP proposes to renegotiate Annan Plan”, *Cyprus Mail*, 14 février 2005.
- “New Party wants to represent Turkish migrants in North Cyprus”, *Cyprus Daily News*, 17 février 2005.
- “CTP wins the elections in the north”, *The Cyprus Daily*, 21 février 2005.
- “We are not willing to accept a federation”, *Sunday Mail*, 27 février 2005.
- “Turkish Cypriots protest against austerity measures”, *Cyprus Mail*, 24 avril 2008.
- “Eroğlu and Talat diverge on the Cyprus conflict”, *Cyprus Mail*, 10 avril 2010.
- “Top candidates battle to end in tough Turkish Cyprus elections”, *Hürriyet Daily News*, 16 avril 2010.

NOTES

1. Pour les sources d'articles de presse, les abréviations suivantes sont utilisées : *Cyprus Mail* (CM) ; *Cyprus Daily News* (CDN), *The Cyprus Daily* (CD), *Sunday Mail* (SM), *Hürriyet Daily News* (HDN). Voir les références pour la liste complète des articles.
2. Active de 1971 à 1974, l'EOKA-B fut fondée par le général Georges Grivas en réaction à l'évolution de la politique de Makarios qui s'écartait de la recherche de l'Énosis au profit de la consolidation de l'indépendance de la République de Chypre.
3. Par exemple en augmentant le nombre de députés à la chambre des représentants afin de créer plus de postes politiques (sans modifier toutefois le ratio 7/3 pour chaque communauté), de 35 Chypriotes grecs et 15 Chypriotes turcs dans une chambre de 50 membres, à 56 Chypriotes grecs et 24 Chypriotes turcs (absents en pratique) dans une Chambre de 80 membres.
4. Les entretiens ont été recueillis à Nicosie-Nord et Famagouste lors de trois séjours d'un mois en 2012, 2013 et 2014. Je me suis alors entretenu avec des représentants du YKP, du BKP, du TKP, du CTP/BG, du DP, de l'UBP et des Loups Gris. Pour les noms et les sigles complets des partis utilisés, voir la liste en fin d'article.
5. Même si les noms des villes et des rues ont été turquifiés après 1974, Kyrenia devenant Girne, les Chypriotes turcs se réfèrent indistinctement à Girne Kapısı en turc ou à Kyrenia Gate en anglais.
6. La règle d'Hondt s'applique au sein de chaque circonscription, où le nombre total de votes est plus élevé que le nombre d'électeurs. Pour obtenir un siège, il faut dépasser un seuil de 5 % de l'ensemble des suffrages exprimés. Les électeurs peuvent choisir de voter pour la liste d'un parti en choisissant (ou non) l'ordre de ses candidats, ou choisir des candidats de différents partis.
7. Comme le montre bien Ümit Cizce Sakallioğlu, Chypre du Nord est perçue par l'armée turque comme un « domaine réservé », si bien que le chef d'État-major n'hésite pas à agir sur place en usant de son « autonomie politique » vis-à-vis du gouvernement turc (Sakallioğlu, 1997, 151-166). Jacob Landau considère aussi à cet égard qu'en raison de la présence militaire massive à Chypre du Nord, « la RTCN constitue la tête de pont du panturquisme » (Landau, 1995, 26).
8. Pour se présenter, il faut être âgé de 35 ans et titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur. La Constitution ne prévoit pas de limites au nombre de réélections possibles. Un candidat est élu dès le premier tour s'il obtient plus de 50 % des voix et dans le cas contraire, s'il obtient la majorité des suffrages exprimés au second tour.
9. Mehmet Ali Talat a été ministre de l'Éducation en 1993 de la coalition CTP-DP et a joué un rôle central d'opposition lors des manifestations de 2002 et de 2003 contre Rauf Denktaş et le pouvoir nationaliste.
10. Deux autres candidats, Tahsin Ertuğruloğlu, ancien ministre des Affaires étrangères et dirigeant de l'UBP de 2006 à 2008, de même que Zeki Beşiktepelı, ancien membre du BKP, obtinrent 3,8 % et 1,6 % des voix, en défendant respectivement une solution conservatrice à deux États et un programme de gauche dans une Chypre unie. Suite à une série de réunion avec le président turc Abdullah Gül et le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan, Tahsin Ertuğruloğlu chercha sans succès à convaincre Eroğlu de le nommer Premier ministre en cas de victoire en échange de son soutien, puis déclara

sa candidature en mars 2010, ce qui créa une controverse et fut perçu par les électeurs conservateurs comme une tentative indirecte de l'AKP d'affaiblir Eroğlu. Trois autres candidats se présentèrent : Ayhan Kaymak au centre-gauche (0,1 %), Arif Salih Kırdag (0,4 %) au centre-droit en prônant une confédération et Mustafa Kemal Tümkan, un ancien officier de l'armée (0,8 %), en défendant l'existence indépendante d'une « RTCN souveraine ».

11. L'UBP a aussi reçu le soutien de plusieurs petits partis nationalistes, fondés par des personnalités dissidentes, comme le parti démocratique du peuple (*Demokrat Halk Partisi*, DHP) de 1981 à 1985, et le parti du progrès communautaire (*Toplumsal Atılım Partisi* TAP) en 1985.

12. À côté du TKP, d'autres petits partis obtinrent une représentation parlementaire dans l'espace du centre-gauche, plus important courant de l'opposition de 1976 à 1985, comme le *Halkçı Parti* (Parti populiste, HP) en 1976 ou le *Sosyal Demokrat Parti* (Parti social-démocrate, SDP) en 1985.

13. Sur la transmission du nationalisme à travers l'école et les conflits autour de la refondation récente des manuels scolaires, voir (Yücel VURAL, Evrim ÖZUYANIK, 2008, 133-154). Sur la formation d'une mémoire collective à travers les célébrations nationalistes, voir Yiannis PAPADAKIS, 2003, 253-270.

14. Il démissionna ensuite fin 1994 au motif que la RTCN n'avait selon lui aucune marge de manœuvre à l'égard de la Turquie et que le DP encourageait l'immigration turque, puis se retira momentanément de la vie politique.

15. En 2003, le CTP incorpora le parti des forces de gauche de Chypre unifié (*Birleşik Kıbrıs Partisi Sol Güçler İttifakı*) fondé en 2002 par İzzet İzcan et devint donc le CTP-BG (*Birleşik Güçler*, « Forces unies »).

16. Le BDH émana de l'alliance du TKP avec d'autres petits partis fédéralistes et des ONG du mouvement bicommunautaire.

17. À l'inverse, la manifestation pour le « Non » des nationalistes, organisée le 22 avril 2004, fut beaucoup moins suivie (CM 4/2004).

18. Ce point est intéressant dans la mesure où, malgré son caractère formellement « illégal » en droit international, la citoyenneté chypriote turque permet toutefois de plus facilement accéder à la citoyenneté de la République de Chypre (qui s'obtient soit sur la base de papiers d'identité propres ou familiaux antérieurs à 1974, soit grâce à la citoyenneté de la RTCN et à une déclaration d'allégeance à la République de Chypre), et donc par extension à la citoyenneté européenne. Pour les migrants turcs au nord et ceux qui ne parviennent pas à obtenir la « citoyenneté chypriote » malgré leur « citoyenneté chypriote turque », l'« État illégal » de la RTCN constitue toutefois un ordre juridique à part entière, qui instaure des droits différenciés entre les Chypriotes turcs autochtones et ceux issus de l'immigration turque.

19. Ces informations et les précédentes m'ont été transmises par Sami Dayioğlu (TDP, ex-TKP, Sami DAYIOĞLU, 2012).

20. Ces possibilités furent évoquées par Murat Kanatlı (YKP) lors de notre entretien le 14 février 2012. Elles constituent des propositions officielles de son parti, contenues par exemple dans son programme de 2009 (*New Cyprus Party*, 2009).

21. Le BKP obtint seulement 3,2 % des voix (aucun siège) et le nouveau parti ÖRP disparut du paysage politique (0,1 %, aucun siège), illustrant l'échec de la « greffe » d'un parti islamo-conservateur libéral sur le modèle turc.

RÉSUMÉS

Comment se structure le système partisan de la République turque de Chypre du Nord (RTCN) ? Au-delà des nombreux travaux sur la géopolitique de Chypre, le fonctionnement réel du système politique de la RTCN, un État autoproclamé, mais non reconnu depuis 1983, et les organisations partisans qui le composent, sont en fait très méconnus. Cet article propose ainsi une étude novatrice de la formation du système partisan et de l'évolution des clivages politiques à Chypre du Nord de 1974 à 2014. Il se fonde sur trois enquêtes de terrains menées entre 2012 et 2014, des entretiens avec des dirigeants des partis fédéralistes et nationalistes et des observations ethnographiques détaillées des campagnes électorales. Il montre que la création d'un système multipartisan et l'émergence d'une démocratie électorale coexistent avec le maintien d'un nationalisme prédominant. L'impasse de la résolution du conflit chypriote et l'absence de reconnaissance internationale de la RTCN n'ont pas empêché le développement d'un système partisan compétitif et de mécanismes internes de légitimation du pouvoir, ce qui a débouché sur une alternance historique en 2003. Mais l'embargo économique et la partition territoriale pèsent sur le contexte social de la RTCN et expliquent malgré tout la prédominance du nationalisme turc.

How is the party system of the Turkish Republic of Northern Cyprus (TRNC) structured? Beyond the numerous works on the geopolitics of Cyprus, we know very little on the real functioning of TRNC's political system, a self-proclaimed but non-recognized state since 1983, and on its political organisations. Thus, this article proposes a novel study of the formation of the party system and the evolution of political cleavages in Northern Cyprus between 1974 and 2014. It is based on three fieldworks organised between 2012 and 2014, on interviews with federalist and nationalist political leaders and on thick ethnographic observations of political campaigns. It shows that the creation of a multiparty system and the emergence of an electoral democracy coexist with the maintenance of a predominant nationalism. Cyprus' conflict resolution stalemate and TRNC's absence of international recognition have not impeded the development of a competitive party system and of internal mechanisms to legitimise power, which has led to an historical change in power in 2003. But the economic embargo and the partition of the territory influence TRNC's social context and nevertheless explain the predominance of Turkish nationalism.

Πώς οργανώνεται το κομματικό σύστημα της ΤΔΒΚ; Πέρα από τις πολλές έρευνες για τη γεωπολιτική της Βόρειας Κύπρου, πολύ λίγα είναι γνωστά για την πραγματική λειτουργία του πολιτικού συστήματος αυτού του αυτοκαλούμενου Κράτους – το οποίο δεν αναγνωρίστηκε από το 1983- και για τα κόμματα τα οποία το αποτελούν. Αυτό το άρθρο προτείνει μια πρωτοποριακή μελέτη για τη διαμόρφωση του πολιτικού συστήματος και την εξέλιξή του στη Βόρεια Κύπρο από το 1974 ως το 2004. Βασίζεται σε τρεις έρευνες επί τόπου το 2012 και το 2014, σε συνεντεύξεις με εθνικιστές και φεντεραλιστές ηγέτες, και σε εθνογραφικές παρατηρήσεις των προεκλογικών εκστρατειών. Δείχνει ότι η δημιουργία ενός πολυκομματικού συστήματος και η εμφάνιση μιας εκλογικής δημοκρατίας συνυπάρχουν με τη διατήρηση του κυρίαρχου εθνικισμού. Το αδιέξοδο στη λύση του Κυπριακού και η έλλειψη διεθνούς αναγνώρισης της ΤΔΒΚ δεν εμπόδισαν την ανάπτυξη ενός κομματικού συστήματος και εσωτερικών μηχανισμών νομιμοποίησης της εξουσίας. Αυτό οδήγησε σε μια ιστορική εναλλαγή το 2003. Όμως ο οικονομικός αποκλεισμός και η διχοτόμηση του νησιού επιρεάζουν αρνητικά το κοινωνικό πλαίσιο της ΤΔΒΚ και εξηγούν την επικράτηση του εθνικισμού.

INDEX

motsclesmk ПОЛИТИЧКИТЕ ПАРТИИ, НАЦИОНАЛИЗАМ, ФЕДЕРАЛИЗМОТ, СЕВЕРЕН КИПАР, КИПАР, ДВАЕСЕТТИОТ ВЕК, ПОЧЕТОКОТ НА ДВАЕСЕТ И ПРВИОТ ВЕК, ПОЛИТИКА, СОЦИОЛОГИЈА, СОЦИЈАЛНАТА ИСТОРИЈА, ПОЛИТИЧКИ ИСТОРИЈА

Keywords : Political parties, Nationalism, Federalism, Northern Cyprus, Cyprus, Twentieth century, Twenty first century (beginning), Politics, Sociology, Social history, Political history

Index géographique : Chypre, Chypre du Nord

Thèmes : Politique, Sociologie, Histoire sociale, Histoire politique

Mots-clés : partis politiques, partis politiques, nationalisme, nationalisme, fédéralisme, fédéralisme

motsclestr Siyasi partiler, Milliyetçilik, Federalizm, Kuzey Kıbrıs, Kıbrıs, Yirminci yüzyıl, Yirmi birinci yüzyılın başlarında, Politika, Sosyoloji, Sosyal Tarih, Siyasi Tarih

motsclesel Πολιτικά κόμματα, Εθνικισμός, Φεντεραλισμός, Βόρεια Κύπρος, Κύπρος, Εικοστός αιώνας, Αρχή του εικοστού πρώτου αιώνα, Πολιτική, Κοινωνιολογία, Κοινωνική ιστορία, Πολιτική ιστορία

Index chronologique : Chypre du Nord -- 1974-2014

AUTEUR

MATHIEU PETITHOMME

Maître de conférences en science politique, CRJFC, IUT de Besançon, Université de Franche-Comté